



LA RECHERCHE COMPTE!

La recherche
en tant qu'outil syndical
pour améliorer
les politiques d'éducation

Par P.R. Bourgonje



Cette étude a été commissionnée par l'Internationale de l'Éducation
dans le cadre de son programme EPT/SIDA.

La recherche a été réalisée par Mlle Paloma Bourgonje,
auteure indépendante dans les domaines de l'éducation et du développement
et antérieurement professeure à l'Université d'Amsterdam.

LA RECHERCHE COMPTE !

La recherche en tant qu'outil syndical
pour améliorer les politiques d'éducation

Par P.R. Bourgonje

Table des matières

Remerciements	5
Liste des tableaux & des encarts	7
Préface	9
Introduction	11
Données essentielles	13
CHAPITRE 1	
Principales préoccupations dans l'éducation: toile de fond	14
1.1 Contexte opérationnel global des syndicats d'enseignants & tendances des politiques d'éducation.	14
1.2 Questions principales	19
1.3 Défis	24
CHAPITRE 2	
Pourquoi est-il capital que les syndicats définissent leur propre agenda de recherche ?	26
2.1 Le rôle de la recherche dans les politiques d'éducation & l'élaboration d'un agenda international de recherche	26
2.2 Comment les organisations bilatérales et multilatérales utilisent-elles les données collectées pour soutenir leurs politiques ?	29
2.3 Points de vue sur la pertinence de la recherche	31
2.4 La voie de l'avenir	33
CHAPITRE 3	
Que se passe-t-il après la phase de réalisation de la recherche ?	34
3.1 Contexte politique, preuves et liens	34
3.2 Influencer sur les politiques: conseils de syndicats d'enseignants, d'O(I)NG, de bailleurs de fonds et de chercheurs	34
3.3 Études de cas	37
3.4 Inventaire des recommandations	45
3.5 Conclusions	48
CHAPITRE 4	
Comment mener à bien une étude ?	49
4.1 Rédiger une proposition de recherche	49
4.2 Organiser la recherche & choisir qui impliquer ?	51
4.3 Obstacles et défis à surmonter	54
CONCLUSION	
Annexe 1 : Liste des organisations interviewées	59
Annexe 2 : Références	60

Remerciements

Je souhaite témoigner ma profonde gratitude aux personnes suivantes en Inde, en Argentine, en Suède, en Afrique du Sud, en Tanzanie et aux Pays-Bas, pour leur contribution dans le cadre de l'écriture de ce rapport : Dr. Ajit Singh, S. Eswaran, Geoffrey Odaga, Dr. J.K. Yadav, K.M. Gupta, Sumbul Rehan, Marita Ishwaran, Dr. Ravi S. Srivastava, T.K. Mathew, Dr. Pramila Menon, Sylvia Vázquez, Johan Ernestam, Hans Persson, Kenth Wickmann, Prof. Geoffrey Setswe, Anthony Mtavangu, Yahya B.K Msulwa, Christunsia Reginald, Rakesh R. Rajani, Margaret Kilembe, Clement Mswanyama, Dr. Joseph N. Kisanji, Jon Lewis, Shermain Mannah, Cor Hacking, Dr. Donald Skinner, Alex Kent, Patricia Keefer, Anke van Dam et Sita Dewkalie. Je souhaite également les remercier pour leur hospitalité lors de mes visites dans leur pays, alors que je me trouvais loin de ma terre natale des Pays-Bas.

J'adresse ma reconnaissance toute particulière à Wouter van der Schaaf de l'Internationale de l'Éducation pour la pertinence de ses commentaires sur mes textes ainsi que pour nos échanges et débats, à la fois enrichissants et constructifs, sur le thème de ce rapport. Son enthousiasme et l'étendue de son expérience dans le secteur de l'éducation ont constitué une véritable source d'inspiration. Son rôle a également été capital en termes de mise en relation avec de nombreuses sources d'information très utiles. Mes remerciements également à Guntars Catlaks, Dennis Sinyolo et Nicolás Richards de l'IE pour leurs suggestions et conseils tout au long du processus de rédaction de ce rapport.

Je tiens aussi à étendre mes remerciements à Jan van der Putten pour son excellente traduction de quelques-uns des documents utilisés dans le cadre de ce dossier.

Enfin, j'exprime toute ma reconnaissance à Katherine Miles pour son travail d'édition ainsi que pour ses inestimables remarques et ses contributions au contenu de ce dossier.

Liste des tableaux & encarts

Tableau 1 Ratio Élève/Enseignant dans l'enseignement primaire en 1999 et 2004

Encart 1	Données essentielles	13
Encart 2	L'importance de la recherche selon les syndicats d'enseignants . . .	32
Encart 3	Ce que les syndicats d'enseignants doivent savoir	46
Encart 4	Ce que doivent faire les syndicats d'enseignants	47
Encart 5	Comment les enseignants peuvent-ils influencer sur les politiques ? . .	47
Encart 6	Suggestions d'AIPTF	49
Encart 7	Suggestions de SADTU	49
Encart 8	Suggestions de TTU	51
Encart 9	Suggestions de CTERA	54
Encart 10	Suggestions de Lärarförbundet	55

PRÉFACE

Chaque jour, de nombreuses prises de décisions relatives aux politiques d'éducation, s'effectuent sur base de résultats de recherche. La plupart du temps, ces décisions ont un impact majeur sur l'ensemble du secteur de l'éducation et plus spécifiquement encore sur les enseignants, dont beaucoup sont membres de syndicats.

Les affiliés de l'IE sont-ils tous réellement bien équipés pour analyser les décisions relatives à ces politiques et les études qui les ont motivées ? Malheureusement, pas toujours. L'IE reconnaît pleinement qu'il est primordial d'accorder à cette question une place prioritaire.

L'étude ci-après, a été réalisée en vue d'aider les affiliés de l'IE à relever ce défi. Les objectifs de cette publication sont donc multiples. En premier lieu, elle fournit un aperçu du rôle et de l'importance de la recherche, à l'échelon national et international. Elle soulève également la question de savoir " qui " détermine l'agenda international en matière de recherche et insiste sur l'attention que doivent prêter les syndicats à cet agenda.

Deuxièmement, cette publication propose un certain nombre d'outils que les syndicats d'enseignants peuvent mettre à profit en réponse à leurs recherches. Elle encourage aussi les syndicats à réaliser leurs propres recherches et études.

Les exemples d'Afrique du Sud, d'Inde, de Suède, d'Argentine et de Tanzanie présentés dans ce document, sont le reflet concret du succès et de l'impact que peuvent avoir les recherches engagées par des syndicats d'enseignants.

L'utilisation de la recherche par les syndicats d'enseignants, telle que présentée dans ce document, s'applique aux domaines d'action prioritaires du programme EPT/SIDA : la recherche, le développement de politiques, le plaidoyer, la publicité et la formation. Mis en œuvre conjointement, ces cinq domaines d'actions permettent au syndicat d'adopter une approche syndicale à la fois globale et efficace.

Je souhaite remercier l'auteure de cette publication Mlle. Paloma Bourgonje, pour ses efforts indéfectibles ainsi que tous les affiliés de l'IE sans qui, ce document n'aurait pu être réalisé.

Je suis convaincu que cette publication contribuera à promouvoir les intérêts des syndicats d'enseignants dans le monde.

Fred van Leeuwen
Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Introduction

Dans quelle mesure la recherche est-elle pertinente pour les syndicats d'enseignants? Comment les syndicats peuvent-ils tirer profit des résultats de leurs recherches ? En quoi la recherche peut-elle les aider à promouvoir les intérêts de leurs membres et la qualité de l'éducation ? Voilà quelques-unes des questions critiques auxquelles tout syndicat d'enseignant moderne doit faire face.

Cette publication fournit des lignes directrices sur la manière d'engager et de commissionner des recherches puis de s'en servir, dans le but de promouvoir les objectifs politiques d'un syndicat. Elle met en lumière l'action de quelques syndicats, dont les travaux de recherche ont abouti à l'élaboration de politiques décisives. Le rôle de la recherche en vue d'initier des changements ayant trait aux politiques d'éducation y est également souligné. En outre, ce document montre comment des études peuvent devenir des outils pertinents pour renforcer la participation des syndicats dans l'agenda relatif à l'éducation.

La recherche n'est plus la chasse gardée de quelques chercheurs retranchés dans une tour d'ivoire. Elle s'est forgé un rôle qui s'étend au-delà du débat théorique. De fait, elle concourt aujourd'hui de manière significative à soutenir des idées et des opinions qui viennent éclairer les politiques publiques.

La recherche est une composante obligatoire des projets nationaux mis en œuvre par les syndicats dans le cadre du programme de l'IE sur l'EPT (2003-2005). Elle s'effectue en conjonction avec quatre autres composantes clés, à savoir: le développement de politiques, le plaidoyer, la formation et la publicité. Dans le même temps, les syndicats ont aussi manifesté un intérêt grandissant à l'égard du rôle de la recherche dans l'ensemble des programmes.

Des recherches menées dans le cadre du programme EPT/SIDA de l'IE, ont permis aux syndicats d'enseignants d'examiner un large éventail de thèmes. Le plus souvent, la réalisation de ces travaux de recherche était confiée à des spécialistes en la matière. On note une croissance substantielle du nombre de syndicats impliqués dans le programme EPT- SIDA (2005-2010). Malheureusement, certains d'entre eux ne disposent que de peu, voire d'aucune expérience dans le domaine de la recherche. La publication d'un document comme celui-ci est donc pleinement justifiée, afin de répondre aux attentes grandissantes des syndicats dans ce domaine.

Ce livret s'adresse à tous les affiliés de l'IE (y compris ceux qui ne sont pas directement impliqués dans le programme EPT/SIDA). Son objectif est d'apporter soutien et conseils aux affiliés, dans leurs efforts en faveur d'un usage plus répandu de la recherche dans les activités de plaidoyer et de développement de politiques. Ce document sera également mis à profit dans le cadre d'activités de formation en lien avec le programme EPT/SIDA ou tout autre programme.

Des études de cas portant sur les projets de recherche de plusieurs syndicats d'enseignants, sont présentées tout au long de ce document. Les syndicats sélectionnés reflètent la diversité géographique des membres de l'IE ainsi que leur diversité contextuelle en termes de politiques, de poli-

tique nationale et d'environnement physique. En raison de ces disparités, les défis posés aux syndicats en matière de recherche, diffèrent. En outre, les thèmes de recherche ayant motivé les études de cas réalisées par chaque syndicat, n'ont pas uniquement été sélectionnés parce qu'ils constituent des exemples de bonnes pratiques. En effet, ils sont surtout une précieuse illustration de la richesse et de l'étendue des programmes de recherche mis en œuvre par les membres de l'IE. Ces exemples permettront de pénétrer au cœur de recherches réussies et de montrer comment la recherche peut soutenir la lutte en faveur de l'amélioration des politiques éducatives, des conditions de travail des enseignants et des conditions d'apprentissage.

Les syndicats ayant participé à la réalisation de ce livret sont :

La Fédération des enseignants du primaire d'Inde (AIPTF, Inde)

La Confédération des travailleurs de l'éducation d'Argentine (CTERA, Argentine)

Le Syndicat des enseignants de Suède/Läraryrbundet (Suède)

Le Syndicat démocratique des enseignants d'Afrique du Sud (SADTU, Afrique du Sud)

Le Syndicat des enseignants de Tanzanie (TTU, Tanzanie)

Les données ont été rassemblées par le biais de questionnaires et d'entretiens individuels semi-structurés, avec des représentants des cinq syndicats d'enseignants mentionnés ci-dessus, des O(1)NG, des bailleurs de fonds et des chercheurs. Les sources annexes utilisées comprennent entre autres, des rapports de recherche et des articles académiques.

Pour obtenir la liste des institutions impliquées dans la réalisation de ce document, veuillez vous reporter à l'Annexe 1.

Structure : cette publication est organisée de façon à poser en premier lieu, le contexte opérationnel dans lequel la communauté enseignante évolue actuellement, avant de s'intéresser au processus même de recherche.

Aperçu succinct des chapitres :

Le premier chapitre s'intéresse au contexte international dans lequel se situe l'éducation. Des questions telles que la mondialisation, la commercialisation, la pression des marchés sur les services publics et les changements de paradigme en termes de pédagogie de l'éducation, y sont abordées. Ce chapitre traite également de questions éducatives majeures et se penche sur les principales politiques de ce secteur ainsi que sur l'impact des tendances internationales à l'échelon national.

Le second chapitre est centré sur les questions suivantes : Quel est le rôle de la recherche en matière de politiques d'éducation ? Comment les gouvernements utilisent-ils les données collectées pour appuyer leurs politiques ? Qui détermine les axes de l'agenda international concernant la recherche et comment ? Enfin, dans quelle mesure le fait de mener des études est-il utile pour les politiques syndicales ?

Le troisième chapitre examine comment les syndicats d'enseignants utilisent les données recueillies dans le cadre de leurs recherches, pour exercer une influence sur les politiques. Ce chapitre inclut des conseils émanant des divers acteurs impliqués dans l'élaboration de ce rapport et il examine les différents facteurs à prendre en compte. Il met aussi en exergue les réalisations d'AIPTF, CTERA, Läraryrbundet, SADTU et TTU et leur capacité à influencer sur le débat politique.

Le quatrième chapitre étudie le processus propre à la recherche et se penche sur l'expérience des différents acteurs concernés. L'accent est mis sur la définition des thèmes de recherche, l'organisation du travail, la décision concernant "qui" impliquer dans les activités de recherche et l'identification des défis pouvant survenir en cours d'exécution.

Le cinquième chapitre est un récapitulatif des chapitres précédents. Il fait ressortir les leçons tirées des études de cas présentées et inclut les conseils de personnes ayant contribué à l'élaboration de ce rapport.

Un dernier mot avant que vous ne commenciez votre lecture : un rapport de recherche termine souvent sa route sur une étagère poussiéreuse, sans que personne ne l'ait lu ou utilisé de manière constructive ! Espérons que ce rapport encouragera véritablement les syndicats d'enseignants à entreprendre des recherches et à les mettre à profit pour initier des changements en termes de politiques d'éducation, qui reflètent leurs propres objectifs organisationnels. Comme l'a déclaré un des représentants syndicaux interviewé : "autrefois, avant d'engager des activités de recherche nous étions simplement considérés comme des personnes désireuses de faire parler d'elles. Nous étions accusés de ne pas disposer de preuves avérées pour soutenir nos revendications et nos déclarations. Désormais, nous en avons."

Encart 1

Données essentielles:

- La communauté éducative doit faire face à des défis majeurs en vue d'atteindre l'objectif d'une éducation de qualité pour tous.
- La majorité des acteurs interviewés pense qu'un certain nombre d'organisations d'aide internationale, dominant l'énonciation et la mise en œuvre des politiques internationales d'éducation.
- La recherche est fondamentale pour que les syndicats d'enseignants puissent faire davantage entendre leur voix en matière de politiques éducatives.
- La recherche permet aux syndicats d'accroître leur influence sur les politiques nationales et internationales. En outre, les syndicats peuvent aussi tirer de nombreux autres bénéfices de la recherche, dont : un processus d'élaboration de politiques amélioré, des activités de plaidoyer renforcées, des programmes de formation éclairés ainsi que des opportunités en termes de relations publiques.
- La recherche peut gagner en efficacité lorsqu'elle s'effectue en partenariat ou en consultation avec des organisations ou des individus stratégiquement alignés.
- Les syndicats d'enseignants, qui bénéficient d'une expérience en matière de recherche, ont observé des caractéristiques communes à toutes les études réussies. Celles-ci comprennent : la définition précise de la problématique à traiter, des questions de recherche concises, des termes de référence correctement formulés, une méthodologie adaptée et fiable, l'implication d'acteurs clés, un message principal et des recommandations explicites, une stratégie de lobbying et de plaidoyer adéquates et dans le cas de recherches collaboratives, une répartition claire des rôles et responsabilités de chacun.

Chapitre 1

Principales préoccupations dans l'éducation : toile de fond

Les syndicats d'enseignants, tout comme d'autres organisations ou institutions ne vivent pas en vase clos. Ils œuvrent dans un environnement ou un contexte donné qui peut affecter les opérations du syndicat, de manière positive ou négative. L'interconnexion croissante du monde et l'intégration des marchés globaux, autrement dit la mondialisation, transforme considérablement la vie économique, culturelle et politique des nations. Ces changements ont un impact sur la manière dont l'éducation est définie, en termes de public auquel elle s'adresse ainsi que concernant la façon dont elle est dispensée et évaluée. Le contexte global dans lequel évolue l'éducation pose aux syndicats un certain nombre de défis, voire même d'opportunités.

1.1 Contexte opérationnel global des syndicats d'enseignants & tendances des politiques d'éducation

La mondialisation a facilité la circulation d'idées et de spécialistes et a favorisé l'apparition de nouveaux réseaux d'éducation. Les conférences internationales et les programmes d'échange destinés aux enseignants, permettent aux participants de partager leur point de vue théorique et pratique de l'éducation et de tisser des liens avec d'autres personnes qui leur ressemblent. Ces éléments ont contribué à l'édification d'un mouvement global de solidarité ce qui, pour l'Internationale de l'Éducation, représente un accomplissement majeur. L'échange d'idées et de méthodologies éducatives à l'échelon mondial a aussi permis entre autres, d'accroître l'accès global à des connaissances pédagogiques, de développer des approches éducatives centrées sur l'enfant et de sensibiliser davantage aux questions de genre. Bien que ces réalisations positives confèrent à la mondialisation l'image d'une force constructive, celle-ci peut aussi avoir des effets négatifs.

Au cours des années 1950 et 1960, le secteur de l'éducation fut marqué par une période de réformes majeures. Dans tous les pays du monde, les dépenses liées à l'éducation augmentèrent. Les nations les plus pauvres connurent un accroissement de l'accès à l'éducation primaire. Les pays plus riches s'étant quant à eux rapprochés de leur objectif d'accès universel à l'éducation primaire, concentrèrent davantage d'efforts à l'élargissement de l'accès à l'enseignement secondaire et tertiaire. On nota une hausse de la capacité d'accueil des universités face au nombre croissant d'étudiants ainsi que l'ouverture de nouveaux établissements techniques à vocation d'alternatives aux universités traditionnelles. Par ailleurs, d'importantes démarches furent engagées en vue d'élargir les opportunités éducatives offertes aux groupes marginalisés. Enfin, des initiatives virent le jour à l'intention des personnes défavorisées au motif de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur statut socio-économique, de leur genre ou de leur localisation géographiqueⁱ.

Dans les pays les plus pauvres, la portée des changements éducatifs s'est traduite par un mouvement d'expansion quantitative et une progression de l'alphabétisation. Les statistiques font état d'une augmentation de 122 pourcent du nombre d'enfants scolarisés en primaire, entre 1960 et 1975. Toutefois, malgré les efforts consentis à l'échelon mondial pour renforcer l'égalité et l'accès à l'éducation, on note dans les années 70 une amplification des inégalités entre riches et pauvres au sein des nations ainsi qu'entre les pays les plus riches et les plus pauvres. Ces inégalités ont été exacerbées au cours de ces dernières décennies et coïncident avec une consolidation marquée des disparités économiques relevées tant à l'intérieur des pays qu'entre les nationsⁱⁱ. Un petit groupe de pays, correspondant approximativement aux membres de l'OCDE, détient une proportion considérable de la capacité technologique mondiale, des capitaux et marchés internationaux et de la production industrielle globaleⁱⁱⁱ. L'économie mondiale est donc imprégnée d'un profond déséquilibre.

Le contexte global caractérisé par l'importance graduelle du marché mondial, la montée du néolibéralisme dans le monde après la Guerre froide et le fossé grandissant entre riches et pauvres, ont eu de sévères répercussions sur l'éducation.

Politiques néolibérales dans le secteur de l'éducation

L'approche néolibérale est fondée sur la diminution du rôle de l'État par le biais de coupes dans les dépenses gouvernementales destinées aux services publics et de la "libéralisation" des marchés nationaux et internationaux. Les néolibéraux pensent que l'État doit éliminer tout obstacle au marché libre. En procédant ainsi et en acceptant la liberté individuelle et le libre échange, le marché obéirait aux lois de l'offre et de la demande basées sur les avantages compétitifs. Une telle approche devrait alors inévitablement profiter à tous et favoriser la croissance. Ces principes et opinions se retrouvent dans les programmes d'ajustement structurels (PAS) initiés par le FMI et la Banque mondiale, ainsi que dans les accords relatifs au commerce international^{iv}.

Depuis les années 1980, de spectaculaires coupes des dépenses gouvernementales destinées aux services publics ont été observées conformément à l'agenda néolibéral. Les gouvernements font maintenant payer des services autrefois gratuits, au motif que le transfert des coûts sur les utilisateurs permet d'accroître l'efficacité des services en question et de collecter des fonds nécessaires à leur amélioration^v. En outre, les subventions gouvernementales octroyées aux écoles ont également été diminuées. Pour pallier cette perte de revenus, de nombreuses écoles primaires ont introduits des frais de scolarité et certains établissements secondaires les ont augmentés. Ces mesures ont eu un impact négatif sur les taux d'inscription et ont également entraîné une hausse du taux d'abandon scolaire^{vi}.

Dans certains pays tels que le Kenya, l'Ouganda, le Malawi, l'Éthiopie, le Burundi, le Mozambique et le Ghana, les frais de scolarités ont été abolis. L'expérience montre que la suppression de ces frais entraîne une augmentation considérable du nombre d'inscrits dans les écoles. Au Kenya par exemple, le taux d'inscription est passé de 5,9 millions d'enfants en 2003 à 7,6 millions en 2007 alors qu'en Tanzanie, le taux d'inscription affichait une hausse de 4,4 millions en 2002 contre 6,6 millions in 2003^{vii}. Toutefois, l'abolition des frais de scolarité a aussi fait émerger bon nombre de défis dont : la pénurie d'enseignants, la surcharge des classes, le manque de salles de classe, l'insuffisance des aménagements sanitaires dans les écoles et la carence en manuels scolaires et autres matériels pédagogiques. Pour certains, l'introduction de l'Enseignement primaire gratuit (EPG) a eu un effet compromettant sur la qualité de l'éducation. De plus, bien que l'enseignement soit techniquement gratuit, il reste malgré tout des frais dissimulés que les parents doivent honorer (dont les uniformes). Le fait d'accorder toute l'attention à l'enseignement primaire au détriment de l'enseignement secondaire et tertiaire, a également fait émerger certaines questions. D'aucuns s'interrogent aussi sur l'intérêt pour les enfants d'aller au terme de l'enseignement primaire, s'ils se trouvent ensuite dans l'impossibilité de poursuivre leur éducation secondaire en raison des frais de scolarités qui y sont associés.

L'importance grandissante des mécanismes en lien avec la mondialisation des marchés a contribué à accentuer les notions de productivité et d'efficacité dans l'éducation. La manière d'envisager les méthodologies éducatives et le contenu du programme scolaire a changé. L'éducation apparaît de plus en plus comme un moyen de préparer les élèves au monde du travail, ce qui a pour conséquence directe une augmentation de l'enseignement technique et professionnel. Cette tendance est particulièrement perceptible dans des pays comme le Japon, les Etats-Unis, le Royaume Uni ainsi qu'auprès de nouveaux acteurs clés tels que la Chine et la Russie^{viii}. Les programmes scolaires sont essentiellement axés sur l'acquisition de compétences et sur l'aptitude des élèves à résoudre des problèmes. Dans une large mesure, cet aspect peut être observé dans les pays de l'OCDE. L'éducation a perdu du terrain en tant que bien public, pour devenir une commodité. Ces développements ont entraîné une diminution de l'autonomie d'action des enseignants, de leur indépendance et du contrôle qu'ils exerçaient sur leur travail, ce dernier ayant été transféré aux mains d'administrateurs^{ix}.

Les politiques néolibérales englobent des initiatives qui visent à décentraliser et à privatiser les systèmes publics d'éducation. La décentralisation est motivée par diverses intentions. Certaines sont d'ordre philosophique, idéologique et politique alors que d'autres se focalisent sur l'amélioration de l'organisation et de l'administration. Pourtant, les avantages attribués à une meilleure organisation - à savoir une efficacité accrue et une bureaucratie réduite permettant de renforcer la participation démocratique et l'autonomisation- se sont avérés illusoire^x. Ainsi, au lieu de concourir à améliorer la situation, la décentralisation et la privatisation de l'éducation ont entraîné un accroissement

des inégalités dans les sociétés. Les régions les plus pauvres sont restées à la traîne face aux plus riches et les disparités au sein des nations se sont également accentuées.

Afin de mieux pourvoir aux besoins technologiques du marché, de nouveaux types de formations modulables dispensées par le secteur privé, ont fait leur apparition dans l'enseignement technique et professionnel. Parmi les répercussions associées à ce développement on trouve : un déclin de la valeur accordée aux matières moins centrées sur l'économie de marché, la diminution du statut des enseignants et une perte de terrain des questions relatives aux femmes et aux minorités ethniques au profit d'autres considérations telles que l'efficacité^{xⁱ}.

Le savoir et la technologie sont les clés de l'économie de service d'un pays et ils constituent des pôles essentiels pour garantir une plus grande compétitivité économique. Une société technologique pose un certain nombre d'exigences sur ses travailleurs. Il est probable que des personnes disposant de connaissances technologiques se déchargeront de toutes formes de travail manuel sur d'autres individus. Un pays caractérisé par une "économie de la connaissance" dépendra davantage de groupes d'individus issus d'autres pays dont les savoirs limités poussent à accepter des emplois subalternes ou dont la condition sociale est telle, qu'ils ne peuvent prétendre à des emplois plus gratifiants et mieux rémunérés.

Il semble juste d'affirmer que l'éducation crée une différence entre les élèves dès les premières étapes de la scolarité et que si l'éducation ne permet pas de générer une manne suffisante de travailleurs locaux, des travailleurs immigrés viendront combler la carence. Tel est le cas de ces diplômés du secondaire du Paraguay qui sont assignés à des tâches subalternes en Argentine ou de ces femmes originaires des Philippines, diplômées d'université et qui occupent des postes de domestiques au Koweït. L'une des raisons déterminantes du phénomène de "fuite des cerveaux" repose sur le fait que les personnes qui ont reçu une éducation, savent comment se procurer l'information relative à l'immigration et comment effectuer les formalités qui y sont liées. Malheureusement, la mondialisation accorde davantage d'estime à ces personnes en raison de leur complaisance à accepter des postes peu qualifiés, plutôt qu'à leur niveau d'études élevé^{xⁱⁱ}.

La mondialisation et l'usage de la technologie qui y est associé, confèrent un certain rôle à l'enseignement tertiaire. Les grandes sociétés internationales ont exigé des universités qu'elles s'engagent dans le domaine de la recherche et du développement (R&D). Or, certaines de ces sociétés se lancent elles-aussi dans des activités de R&D, ce qui tend à limiter le rôle des universités en matière de développement technologique, comme cela a été le cas dans le secteur de la micro-électronique^{xⁱⁱⁱ}.

Dans un contexte où les universités sont davantage liées au marché qu'à la quête de vérité, définir et instaurer la notion de qualité relèvera probablement plus d'une tâche réservée au management que d'un objectif académique^{x^{iv}}. Les établissements d'enseignement supérieur sont devenus de plus en plus adeptes d'une approche centrée sur le "client" et ils comptent justement parmi leurs principaux "clients", de puissants donateurs, des entreprises ou de riches étudiants. Ainsi, la "satisfaction du client" contribue à renforcer l'importance accordée à l'efficacité de ces établissements sur le marché^{x^v}.

Le système tertiaire s'est considérablement diversifié, caractérisé d'une part par des universités élitistes dont les conditions d'admissions sont très compétitives et d'autre part, par un assortiment croissant d'établissements d'enseignement supérieur plus accessibles. Ainsi, en Amérique Latine par exemple, les universités perdent le monopole qu'elles exerçaient sur l'enseignement supérieur. On note l'émergence d'un nombre florissant de nouveaux établissements et d'académies, dont l'engagement en faveur de la recherche est moindre. Dans le même temps, les universités privées dont les conditions d'entrée sont moins exigeantes, attirent de plus en plus d'étudiants^{x^{vi}}.

La privatisation de l'éducation et le fait qu'elle devienne une marchandise, ont conféré à celle-ci un rôle purement productif dans la définition des objectifs sociétaux. Ces éléments ont également affaibli le principe de l'éducation en tant que bien public. Cette situation fait naître des disparités entre élèves diplômés issus de milieux différents, les empêchant de recevoir un enseignement identique en termes de qualité et de connaissances et de tirer les mêmes profits de l'enseignement tertiaire^{x^{vii}}.

Conclusion:

En matière d'élaboration de politiques sur l'économie et l'éducation, les approches qui prévalent actuellement et qui sont motivées par des intérêts politiques, ont entraîné une augmentation des inégalités en termes d'accès à l'éducation et de résultats. On note une mutation qui vise à écarter de l'image de l'éducation en tant que processus stimulant l'acquisition de compétences académiques. On observe désormais une redéfinition de l'éducation en tant que commodité plutôt que bien social. Certaines mesures de réduction des coûts, initiées en vue d'accroître "l'efficacité" des systèmes éducatifs, ont en fait creusé le fossé entre riches et moins riches. Il est essentiel de s'interroger sur ce que l'on peut attendre de l'éducation en tant que service public ? Peut-il y avoir des limites à ce que nous pouvons attendre du gouvernement, en termes de financement de l'éducation ? Et qui apportera les réponses à ces questions ?

Tendances actuelles dans la communauté enseignante

Les politiques néolibérales associées aux processus de privatisation et de décentralisation n'ont ni conféré aux enseignants plus d'autonomie, ni amélioré leur statut ou leurs salaires. A contrario, elles ont plus eu tendance à générer des divisions et à éroder le pouvoir des syndicats d'enseignants. Le poids des coupes en matière de dépenses sociales s'est répercuté de façon disproportionnée sur les services de santé et d'éducation et dans le secteur éducatif, celles-ci ont eu un impact direct sur les salaires des enseignants. Dans l'incapacité de subvenir aux besoins de leur famille et désabusés par le manque d'autonomie qui leur était accordé, bon nombre d'enseignants ont délaissé la profession pour se tourner vers des emplois mieux rémunérés. De nombreux ministres de l'Éducation ont remplacé ces éducateurs par des enseignants plus jeunes et non qualifiés, qu'ils ont ensuite diplômé ou mis à niveau grâce à des formations en cours de service^{xviii}.

Les conditions de travail des enseignants ont également empiré. Les organes d'influence tels que la Banque mondiale, sont largement convaincus que l'efficacité interne des systèmes d'éducation peut être améliorée si les éducateurs augmentent à la fois leur nombre d'heures de cours et leurs effectifs. Cet argument a fait peser sur les enseignants une demande accrue en terme de productivité alors que dans le même temps, s'opérait un gel ou une diminution de leurs salaires^{xix}.

Un autre débat a actuellement cours afin de déterminer si les politiques relatives à la décentralisation du pouvoir décisionnel au profit des municipalités ou des écoles, limitent l'influence des syndicats d'enseignants. On évoque ainsi le fait que des négociations se déroulant à l'échelle nationale concourent à renforcer le pouvoir d'un syndicat, alors que des politiques décentralisées tendraient à fragmenter les efforts consentis. Ce morcellement des efforts intervient non seulement entre les différentes organisations représentatives des enseignants, mais également à l'intérieur d'un même syndicat. Le fait d'accorder une place dans les conseils d'école à des parents et des membres de la communauté, constitue une avancée en vue de démocratiser la prise de décision dans l'éducation. Toutefois, cela a également pour effet de limiter le pouvoir – individuel et collectif – des enseignants^{xx}. Malgré tout, les opinions à cet égard restent partagées et ce point demeure un sujet controversé, dans les débats actuels concernant les effets de la décentralisation sur le pouvoir des syndicats d'enseignants.

Les conseils d'école disposent souvent de l'autorité nécessaire pour recruter ou licencier des enseignants ainsi que pour modeler le programme scolaire. Les enseignants reconnaissent le rôle des contributions parentales et communautaires dans les conseils d'école ainsi que leur importance dans la réussite globale des établissements scolaires. Toutefois, l'autorité accordée à certains conseils leur semble parfois excessive. Ils la perçoivent aussi comme une transgression de leur autonomie à déterminer le type d'éducation le mieux adapté aux élèves dont ils ont la charge^{xxi}.

Plusieurs autres éléments font peser une pression considérable sur les enseignants. Par exemple, le basculement en faveur méthodes d'apprentissage qui placent davantage l'accent sur la manière d'apprendre que sur le transfert de savoir, la pression liée à l'élargissement du programme scolaire afin qu'il englobe des sujets tels que les technologies de l'information et de la communication (TIC), les questions de genre, l'éducation à la santé ainsi qu'un glissement vers une méthodologie centrée sur l'enfant.

Face à ces multiples changements les enseignants doivent suivre des programmes de formation adaptés et obtenir de nouvelles qualifications qu'ils sont souvent contraints de financer eux-mêmes.

Conclusion:

Les tendances néolibérales n'ont pas profité à la communauté enseignante, bien au contraire. Les conditions de travail se sont détériorées, les salaires ont baissé et une pression considérable a été placée sur les épaules des enseignants. Reste à déterminer qui décide des réformes éducatives à mettre en œuvre ? Toute réforme devrait être accompagnée des ressources et outils nécessaires à sa mise en application effective, par les enseignants. Or, dans de nombreux cas, ce sont les ONG qui doivent intervenir afin de pourvoir à ces besoins.

L'engagement international en faveur de l'Éducation pour tous

En dépit de quelques tendances négatives en matière de politiques générales d'éducation, on trouve aussi des réalisations positives. Un mouvement international s'est constitué dans le but de répondre aux besoins éducatifs de tous les enfants, jeunes et adultes d'ici à 2015.

Depuis la Conférence mondiale sur l'éducation de 1990, l'Éducation pour tous (EPT) occupe une place prépondérante dans le calendrier international. Dix sept ans se sont écoulés depuis que les principaux donateurs, représentants de pays et d'ONG se sont réunis à Jomtien, Thaïlande afin de débattre des problèmes d'éducation dans le monde et en particulier de ceux auxquels sont confrontés les pays en développement. Dans les années 1990, un consensus sur l'importance de l'éducation a été atteint. Ce consensus joue encore aujourd'hui un rôle dans la lutte en faveur de la réduction de la pauvreté, du développement durable et de l'amélioration de la qualité de vie.

L'EPT était au cœur des discussions du Forum international sur l'éducation de Dakar en avril 2000. Six objectifs principaux relatifs à l'éducation furent identifiés, en vue de répondre aux besoins éducatifs de tous les enfants, de tous les jeunes et de tous les adultes d'ici à 2015. Un des objectifs de Dakar vise à garantir d'ici à 2015, que tous les enfants et en particulier les filles, les enfants en difficulté et ceux qui appartiennent à des minorités ethniques aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité. Promouvoir l'élargissement de l'accès à une éducation de qualité est également un moyen important pour réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015. Ce point constitue l'un des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces objectifs sont le résultat des engagements consentis par des dirigeants internationaux lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies, en septembre 2000. Le second OMD étant de donner à tous les enfants, filles et garçons, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires d'ici à 2015.

La conférence de Dakar a fait état de progrès additionnels réalisés en faveur de l'Enseignement primaire universel (EPU). La proportion d'enfants scolarisés en primaire a augmenté dans les années 1990 et le nombre global d'enfants ne fréquentant pas du tout l'école primaire, a quant à lui chuté^{xxii}. Néanmoins, malgré les engagements prometteurs en faveur de l'EPT, la réalité n'est pas aussi encourageante. Voici quelques données issues du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 de l'UNESCO^{xxiii}:

- > Entre 1999 et 2004, les taux de scolarisation en primaire ont augmenté de 27% en Afrique sub-saharienne, de 19% en Asie du sud et de l'Ouest et de 6% seulement dans les pays Arabes. Bien qu'entre 1999 et 2004, les taux de scolarisation dans le monde en première année de primaire connurent une forte progression, il apparaît qu'un grand nombre d'enfants qui entament une scolarité primaire n'atteignent toujours pas la dernière année: moins de 83% dans la moitié des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (pour lesquels des données sont disponibles) et moins des deux tiers dans la moitié des pays d'Afrique sub-saharienne.
- > Sur les 181 pays disposant de données pour l'année 2004, environ les deux tiers ont réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire. Seul un tiers des 177 pays disposant de données sur l'enseignement secondaire ont atteint la même parité. Quant à l'enseignement supérieur, la parité fille-garçon existe dans seulement cinq pays sur les 148 qui disposent de données pour 2004.

- > Les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement secondaire restent faibles: en Afrique subsaharienne 30%, en Asie du Sud et de l'Ouest 51%, dans les Etats arabes 66%.
- > Un adulte sur cinq dans le monde ne possède pas les compétences minimales en matière d'alphabétisme (781 millions).
- > L'Afrique sub-saharienne doit augmenter sa réserve actuelle d'enseignants de 2 millions à 4 millions. Cela implique non seulement d'augmenter d'1.6 million le nombre de nouveaux postes mais également de remplacer les centaines de milliers d'enseignants qui quittent la profession en raison d'une déperdition naturelle des effectifs.
- > La situation de l'éducation dans les pays en proie à des conflits ou post-conflit est alarmante. Il n'existe généralement aucune données sur ces pays et les pratiques éducatives de ces pays ou régions restent donc souvent impénétrables.
- > L'épidémie de VIH/SIDA fait peser une menace sévère sur le secteur de l'éducation.

L'intérêt international à l'égard de l'éducation a évolué depuis les années 1990. Cette mutation est encourageante et peut être considérée comme une évolution positive, au même titre que l'attention grandissante accordée à la qualité de l'éducation. Chacun convient que l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement ne peuvent être dissociés : chaque élément n'est autre qu'une face de la même pièce. Malgré l'inquiétude croissante du secteur de l'éducation, il faut aussi s'attaquer à d'autres questions majeures afin que l'EPT devienne une réalité.

Conclusion:

L'éducation figure désormais en haut de l'agenda international. Toutefois, les objectifs de l'EPT sont loin d'être réalisés et il reste peu de temps pour les atteindre.

1.2 Questions principales

Le concept de l'éducation au sens large a été évoqué et l'impact considérable des politiques néolibérales dans le façonnement des systèmes éducatifs actuels, a aussi été souligné. Intéressons-nous à présent à d'autres préoccupations et questions plus spécifiques, auxquelles la communauté éducative se trouve confrontée. Les thèmes abordés comprendront la pénurie d'enseignants qualifiés, les questions d'environnement non propice à l'apprentissage et relatives au genre, l'impact du VIH/SIDA sur la communauté éducative ainsi que l'importance grandissante des TIC dans l'éducation.

L'éducation est considérée comme la recette pour améliorer les conditions de vie de chacun. Toutefois, pour bon nombre d'individus, même l'enseignement de base reste encore inaccessible. Les chiffres suggèrent que plus de 100 millions d'enfants dans le monde en âge d'être scolarisés dans l'enseignement primaire, ne le sont pas. La plupart du temps, les frais dissimulés ou non qui sont associés à l'éducation, sont tout simplement trop élevés pour beaucoup de parents ou de tuteurs. Au lieu de fréquenter l'école, les enfants sont contraints de travailler et la survie de la famille dépend de leur contribution. Toutefois, beaucoup d'enfants ne vont pas non plus à l'école, parce que leurs parents jugent le programme inadapté au contexte local et à la vie qui attend leurs enfants une fois leur scolarité achevée.

Le nombre d'enfants entre 5-17 ans soumis au travail est estimé à 218 millions, sans compter les enfants employés comme domestiques^{xxiv}².

Quelles réponses peut apporter la communauté éducative face à des questions fondamentales concernant : le travail des enfants, le nombre élevé d'enfants non scolarisés, la forte proportion d'enfants qui sortent prématurément du système scolaire sans avoir acquis des compétences et connaissances de base, le nombre considérable d'adultes analphabètes et la question de l'épidémie du VIH/SIDA ? Est-elle en mesure de résoudre tous ces problèmes ?

La pénurie d'enseignants

L'Afrique subsaharienne, les États arabes et l'Asie du sud se trouvent confrontés à une pénurie massive d'enseignants. La pénurie de personnel qualifié risque fortement de compromettre l'accès à un

¹ Ces données varient en fonction des sources. Il s'agit là d'une estimation.

² Le nombre exact d'enfants qui travaillent est inconnu.

enseignement primaire de qualité d'ici à 2015, pour tous les enfants de ces régions. Pour l'Afrique subsaharienne, le défi à relever est d'autant plus colossal. Selon les estimations, la région devra augmenter sa réserve d'enseignants de 68% en moins d'une décennie. Il faudra par exemple au Tchad quatre fois plus d'enseignants du primaire qu'il n'en dispose actuellement^{xxv}. Afin d'accroître le nombre d'enseignants, le temps consacré à la formation de ces derniers a dû être diminué, ce qui fait apparaître de nouveaux challenges et suscite bien des débats pour déterminer si les enseignants disposent réellement de tous les outils nécessaires, afin d'accomplir au mieux leur travail.

La pénurie d'enseignants est une question fondamentale. L'épidémie de VIH/SIDA vient considérablement aggraver ce problème, tout comme l'exode des enseignants. L'expertise académique s'envole avec les enseignants qui, séduits par les promesses d'un meilleur salaire et d'un avenir plus encourageant, sont attirés vers d'autres pays. Dans de nombreuses régions, cette "fuite des cerveaux" a de sérieuses répercussions sur la communauté enseignante, y compris dans les pays de l'OCDE.

Beaucoup de pays à faible revenus font des économies en employant des enseignants non qualifiés ou partiellement qualifiés qu'ils peuvent se permettre de moins rémunérer. En outre, la qualité et la motivation des enseignants sont soumises à une forte pression. Dans des pays tels que le Burkina Faso, le Malawi, le Kenya et le Niger, la durée de formation des enseignants a été réduite de moitié, passant de deux ans à un an seulement. En réalité, cette période de formation est souvent encore plus courte.

L'idée sous-jacente est de pourvoir une quantité suffisante d'enseignants en vue de faire face au nombre croissant d'élèves qui fréquentent l'école. A court terme, cela devrait entraîner une augmentation du nombre d'enseignants mais ces derniers sont mal préparés à la profession. Cette situation a aussi une incidence sur la rétention des enseignants à leur poste. Ils seront en effet, plus enclins à démissionner dès qu'ils se rendront compte qu'ils ne sont pas convenablement formés pour mener à bien leur travail.

En outre, les enseignants manquent souvent de supervision et ont le sentiment qu'en termes de développement professionnel, aucune perspective d'ouverture ne leur ait offerte. En complément de tout cela, leurs salaires sont bas. Il va donc sans dire que tous ces éléments ont de sérieuses répercussions sur la qualité de l'éducation.

L'enseignement est devenu l'une des professions du secteur public les moins respectées et les plus mal payées. Les mauvaises conditions de travail ont découragé tout engagement à l'égard de la profession, en particulier dans les zones reculées où la pénurie d'électricité et d'eau courante contribue d'exacerber les difficultés et inégalités déjà existantes.^{xxvi}

Les politiques d'éducation et la formation des enseignants sont plus généralement centrées sur le contenu que sur la capacité d'apprentissage de l'enfant. Les enseignants sont perçus comme des techniciens qui transmettent leurs connaissances plutôt que comme des éducateurs avisés qui encouragent et accompagnent l'enfant dans sa découverte du savoir^{xxvii}. Les programmes normatifs et la pression visant à garantir la réussite des élèves aux examens, empêchent les enseignants d'envisager leur profession comme un processus stimulant et créatif.

Les gouvernements n'investissent pas suffisamment dans l'éducation. Cela entraîné une participation accrue des ONG dans ce secteur, pour combler les carences existant entre la provision fournie par l'État et les exigences réelles des systèmes.

Conclusion:

La pénurie d'enseignants qualifiés et la tendance croissante à recruter du personnel moins qualifié ont eu un impact considérable sur la qualité de l'éducation dispensée aux élèves. Il serait dans l'intérêt des élèves de renverser cette tendance et d'accorder aux enseignants l'autonomie et le respect qu'ils méritent en tant que professionnels de l'éducation. Cela permettrait aussi d'améliorer la qualité de l'éducation jusqu'à un niveau acceptable.

Environnement d'apprentissage

L'enseignement s'effectue souvent dans des classes surchargées, ce qui a des répercussions négatives sur la capacité d'apprentissage des enfants. Dans des classes aux effectifs élevés, il est difficile pour les enseignants de s'occuper individuellement de chaque enfant et de se concentrer les besoins éducatifs de chacun. Le tableau ci-dessous met en lumière des exemples édifiants de ratios enfant/enseignant et montre l'évolution croissante de ces ratios entre 1999 et 2004.

Tableau 1: Ratio Élève/Enseignant dans l'enseignement primaire en 1999 et 2004

Country	1999	2004
Afghanistan	36	65
Cambodia	48**	55
Congo	61	83
Ethiopia	64**	72
Malawi	63**	70**
Mozambique	61	65

Source: Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007

** : UIS (Institut de statistique de l'Unesco) estimation.

L'état de délabrement des écoles, l'inadéquation des infrastructures, le manque de matériel pédagogique, des programmes scolaires limités et des méthodes d'enseignement qui ne parviennent pas à développer la capacité des élèves à résoudre des problèmes et leur esprit critique, sont autant d'éléments qui desservent l'apprentissage. Le professeur Joel Samoff (2005) observe de manière critique :

“L'engagement international porte sur l'Education pour Tous et pas sur l'accès universel à des établissements scolaires où le processus d'apprentissage est limité. Il y a peu d'intérêt (...) à faire une place supplémentaire à un enfant dans une école sans toit, ni fenêtre, ni table ou manuel pédagogique, où il est difficile de voir le tableau, d'entendre les enseignants et qui ne constitue en réalité un environnement d'apprentissage favorable que pour une poignée d'élèves^{xxviii}.”

Le manque de reconnaissance des cultures et langues minoritaires dans l'environnement éducatif d'un élève constitue un facteur additionnel ayant contribué à ce que beaucoup d'élèves abandonnent leur scolarité en cours de route. L'UNESCO entre autres, plaide en faveur de l'éducation bilingue en tant que modèle éducatif positif pour les minorités linguistiques. Des recherches montrent qu'enseigner dans la langue maternelle des élèves génère de meilleurs résultats scolaires. Il est toutefois essentiel que les minorités linguistiques sachent aussi s'exprimer dans la langue nationale, afin de pouvoir participer à l'ensemble de la vie sociale du pays.

L'utilisation d'une langue minoritaire en complément de la langue nationale, contribue aussi à renforcer la motivation, la confiance et l'identité culturelle des élèves. Malheureusement, bon nombre d'élèves continuent de recevoir un enseignement dans une langue qu'ils ne parlent ou ne comprennent pas et les politiques en matière d'éducation bilingue, restent confinées à la théorie plutôt que de se concrétiser. En outre, le contenu du programme scolaire est souvent sans rapport avec la vie quotidienne des élèves et inadapté à leur culture et à leurs traditions. En raison de son manque de pertinence en termes de langue et de contenu, l'enseignement peut perdre tout son sens. Cela peut contribuer à perpétuer certaines inégalités existantes dans les systèmes éducatifs entre les élèves issus des minorités et les autres et peut aussi inciter les étudiants issus de ces minorités, à quitter l'école^{xxix}.

Conclusion

Un environnement peu propice à l'apprentissage ou un contexte linguistique et culturel insensible, entrave l'accès à une éducation à laquelle les enfants peuvent pourtant prétendre. Une certaine considération doit être accordée à l'environnement scolaire et à celui de la classe mais également aux facteurs sociétaux qui influent sur le système scolaire, dont notamment les disparités de genre et la discrimination linguistique et culturelle à l'encontre des minorités.

Genre

Dans de nombreux pays, il existe un fossé très marqué entre filles et garçons en termes d'accès à l'école, de taux d'achèvement de la scolarité et de réussite scolaire. L'Afrique subsaharienne ainsi que l'Asie du Sud et de l'Ouest sont les trois régions où les inégalités liées au genre sont les plus accentuées. Ces disparités ont été considérablement réduites dans les années 1990. Toutefois, dans onze pays (dont sept en Afrique subsaharienne), les filles ont 20% de chance en moins d'être scolarisées que les garçons, le taux d'abandon scolaire des filles est plus élevé que celui des garçons et un plus petit nombre d'entre elles poursuivent leurs études dans l'enseignement secondaire ou à un niveau supérieur. Les femmes représentent également les deux tiers des adultes analphabètes^{xxx}.

Les facteurs responsables de ces disparités entre les sexes dans l'éducation, comprennent notamment : l'offre inadéquate en termes d'établissements scolaires; les frais directs et indirects liés à l'éducation; les coûts d'opportunité; les taux de rentabilité perçus comme étant peu élevés; les facteurs culturels et les traditions ; les questions de sécurité ; la piètre qualité de l'enseignement et les infrastructures inadéquates^{s^{xxx}i}.

Les enseignantes représentent des modèles essentiels en faveur de l'éducation des filles et de leur capacité à être autonome. Des données issues de divers pays en développement, apportent la preuve que le nombre de filles inscrites à l'école est proportionnellement élevé au nombre d'enseignantes en poste^{s^{xxx}ii}.

Les écoles sont généralement perçues comme des lieux sûrs. Toutefois, pour bon nombre de jeunes filles dans le monde, aller à l'école peut s'avérer dangereux. Le harcèlement sexuel ou les violences physiques perpétrées par des enseignants, des élèves ou par d'autres hommes sur la route de l'école, sont autant de faits habituels qui ont cours et qui sont parfois même tolérés. En raison des inégalités de pouvoir existant entre hommes et femmes, ce sont généralement les filles qui sont les premières victimes de ces violences. L'existence de tels environnements scolaires et ces situations d'abus de confiance sont totalement inacceptables et doivent être éradiqués.

L'égalité de genre dans l'éducation doit être considérée au même titre que le droit à l'éducation (en termes d'accès et de participation). Cette problématique doit être intégrée en tant que droit dans le système éducatif (par le biais d'environnements scolaires, de processus et de résultats assimilant la notion de genre), et doit être véhiculée à travers l'éducation (par le biais d'initiatives éducatives déterminantes qui font le lien entre l'égalité dans l'éducation et des processus plus élargis concernant la justice entre les sexes.^{s^{xxx}iii}).

Conclusion:

La question des relations entre les sexes dans l'éducation représente un défi considérable en termes d'accès à l'école, de programme scolaire et de gestion au sein même des classes. Il est fondamental que la violence, la discrimination ainsi que tout autre obstacle à l'égalité de genre soient éradiqués, afin de permettre aux filles d'être éduquées dans un environnement scolaire sûr et propice à l'apprentissage.

VIH/SIDA

L'épidémie de VIH/SIDA représente une menace sérieuse à la réalisation du second objectif du Millénaire pour le développement qui vise à assurer l'éducation primaire pour tous les enfants d'ici à 2015. Comment la communauté éducative peut-elle répondre à l'épidémie ?

La Déclaration sur le VIH/SIDA et les objectifs du Millénaire, ont permis au monde entier de formuler une série d'engagements, d'actions et d'objectifs destinés à stopper la propagation du VIH et à inverser la tendance actuelle d'ici à 2015. Aujourd'hui, près de 40 millions de personnes dans le monde vivent avec le VIH/SIDA. Environ 95% d'entre elles se trouvent dans des pays en développement et la majorité de ces personnes ne connaît même pas son statut sérologique. L'Afrique subsaharienne reste l'épicentre mondial de l'épidémie de VIH/SIDA, avec 25 millions de personnes infectées^{s^{xxx}iv}, mais le virus continue sa rapide progression en Europe de l'Est, dans les Caraïbes et dans de nombreux pays d'Asie, notamment l'Inde et la Chine^{s^{xxx}v}.

L'éducation est gravement affectée par l'épidémie et la communauté enseignante se trouve confrontée à un défi majeur. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales insistent régulièrement sur le fait que l'école est un lieu d'action privilégié pour initier un changement dans ce domaine. Se pose alors la question de savoir si les enseignants sont convenablement préparés pour faire face à la pandémie ? Un des objectifs principaux des systèmes éducatifs pourrait consister à protéger les générations futures contre l'infection au VIH, en leur transmettant des connaissances sur cette question.

Les couches éduquées d'une société sont essentielles au développement d'un pays. Malheureusement, le taux élevé d'infection et de mortalité au sein même de ces couches, a entraîné un affaiblissement des capacités intellectuelles de certaines régions du monde. La communauté enseignante n'a pas été épargnée et le SIDA a eu sur elle un effet dévastateur. Dans les cinq années à venir, on s'attend à ce que dix pourcent des enseignants décèdent de la maladie, dans les pays d'Afrique les plus touchés par la pandémie.

Le nombre d'enseignants qualifiés et diplômés ne suffira pas à remplacer les enseignants malades ou mourants. En Zambie, le nombre d'enseignants décédés du SIDA en 1998, représentait les deux tiers du nombre d'enseignants qui venaient d'obtenir leur diplôme^{xxxvi}. On note des taux de mortalité élevés parmi les éducateurs les plus expérimentés et les mieux formés de la profession. On constate aussi que le moral des enseignants est généralement bas car, même s'ils ne sont pas personnellement infectés, la pandémie peut toucher leurs collègues ou des membres de leur famille.

Il est nécessaire d'apporter une réponse urgente au VIH/SIDA et les enseignants ont un rôle crucial à jouer sur ce point. Ils peuvent éduquer sur les risques liés à la maladie et peuvent contribuer à prévenir la transmission du VIH. Nonobstant, les enseignants dans les pays en développement, manquent de formation sur les questions de santé et autres sujets connexes. De plus, ils doivent faire face aux enfants traumatisés par la pandémie ainsi qu'au nombre grandissant d'orphelins. Environ, 14,5 millions d'enfants ont déjà perdu un ou leurs deux parents à cause du SIDA. On s'attend à ce que le nombre d'enfants rendus orphelins par le SIDA atteigne 20 millions d'ici à 2010^{xxxvii}. En outre, les enseignants sont régulièrement confrontés à la réticence des parents et des autorités éducatives. Le sexe est un sujet tabou dans de nombreux pays et il est difficile, tant pour les enseignants que pour les communautés locales, d'aborder ce sujet dans le cadre de l'école.

Il existe des exemples encourageants de pays ayant consentis des efforts notables en matière de lutte contre le VIH/SIDA. Le Sénégal par exemple, a intégré les questions de santé reproductive et sexuelle dans le programme scolaire. Le pays a ainsi participé à la prévention de l'épidémie et aujourd'hui, le nombre de personnes infectées par le virus y est le plus bas de toute la région^{xxxviii}.

Conclusion:

Dans le cadre de la lutte en faveur de l'amélioration de l'éducation et contre la propagation du VIH/SIDA, il est nécessaire d'accorder aux enseignants davantage de soutien qu'ils n'en disposent actuellement. Dans le même temps, l'éducation doit être utilisée comme un outil de transmission de connaissances relatives au VIH/SIDA, en vue de protéger les générations futures contre l'infection au virus.

Les TIC

Considérées comme un moyen permettant de transformer les processus d'enseignement et d'apprentissage, les technologies d'information et de communication (TIC) ont été accueillies avec grand enthousiasme lors de leur introduction dans les écoles. Dans les pays en développement, les TIC apparaissent comme un outil pertinent en faveur de la croissance socio-économique, politique et le développement durable. Les TIC sont également jugées indispensables pour préparer les élèves à affronter la société de l'information de leur avenir^{xxxix}.

En contraste avec cette vision encourageante des TIC comme outil de production du savoir, de nombreux spécialistes ont souligné la nécessité d'aborder les problèmes qui y sont associés. Parmi les

thèmes générateurs d'inquiétude, figurent notamment: le manque de planification adéquate lors de la mise en application des TIC, la formation insuffisante des enseignants, les inégalités de distribution, le manque d'information concernant la distribution des TIC, les piètres niveaux d'alphabétisation, l'insuffisance de contenu et d'applications technologiques capables de répondre aux besoins spécifiques de sociétés multiples et diverses^{xl}.

Selon l'auteur Obed Mfum-Mensah (2003), l'introduction des TIC dans les écoles ghanéennes a provoqué une "fracture numérique" entre les établissements urbains (riches) et les écoles rurales (pauvres). Conjugué à l'absence de politiques portant sur l'application des TIC dans les écoles ghanéennes, ce clivage va contribuer selon l'auteur à exacerber les disparités existant au sein du système éducatif national^{xli}.

Tout comme au Ghana, de nombreux systèmes éducatifs ne disposent d'aucun cadre spécifique concernant les politiques d'application des TIC dans les écoles. Cette carence fait ressortir combien les systèmes éducatifs manquent d'équipements convenables pour être en mesure de suivre la révolution TIC actuellement en cours. Toute tentative visant à mettre en œuvre un projet TIC de manière fragmentée et sans tenir compte du contexte d'application, ne sera pas profitable à la viabilité finale de ce projet^{xlii}.

Le phénomène de "fracture numérique" occasionné par la mise en application des TIC, est également perceptible dans les pays développés. Des études montrent que même dans des pays tels que l'Australie, le Canada et les États-Unis, il existe des signes implacables de l'existence de ce phénomène. Le clivage intervient en dépit du nombre croissant de personnes propriétaires d'un ordinateur personnel et de l'utilisation généralisée de cet outil. Aux États-Unis, on dispose de preuves pour illustrer les disparités existant entre la population blanche et les communautés noires et hispaniques. Au Canada, le même problème a été identifié entre les populations rurales et urbaines. Les systèmes d'éducation ont besoin d'une offre éducative équitable. Or, la fracture qui émerge actuellement a de sévères répercussions en termes de politiques, à la fois pour les gouvernements, les enseignants et pour la communauté en charge du développement^{xliii}.

Conclusion:

Les TIC apparaissent comme la panacée pour permettre de transformer les processus d'éducation et d'apprentissage. Toutefois, on note l'émergence d'une "fracture numérique" entre le Nord et le Sud, entre les zones rurales et urbaines ainsi qu'au sein de différentes ethnies. Cette fracture doit être contenue au risque d'exacerber les inégalités déjà existantes.

1.3 Défis

Il reste encore de nombreux défis à surmonter en vue de réaliser l'Éducation pour tous. L'éducation doit être considérée comme un bien et un service publics, et non comme une marchandise négociable. Un réel challenge se pose tout particulièrement en termes d'amélioration de l'équité et de la qualité des pratiques éducatives. Les frais de scolarité et autres coûts additionnels, comme ceux liés à l'achat d'uniformes ou de manuels scolaires, empêchent de nombreux enfants d'avoir accès à l'éducation. Par ailleurs, beaucoup d'enfants et d'adolescents abandonnent l'école ou ne s'y inscrivent pas, en raison d'un manque de matériel d'apprentissage adéquat, d'une pénurie d'enseignants convenablement formés et préparés et d'un programme scolaire peu pertinent.

Les divers acteurs clés du secteur de l'éducation rencontrés dans le cadre de ce rapport, ont présenté les défis qu'ils considèrent comme des obstacles à l'Éducation pour tous. Toutes les personnes interviewées reconnaissent unanimement que, garantir la qualité de l'éducation pour tous représente un challenge évident. Diminuer l'impact du VIH/SIDA sur l'offre éducative fut également mentionné comme un défi à relever, en particulier pour les pays d'Afrique. Les autres problématiques majeures citées comprennent notamment : la parité entre les sexes dans l'éducation, la pénurie d'enseignants, la formation des enseignants et ses bénéfiques, la violence à l'école, les ratios élève/enseignant, les ratios élève/manuel scolaire, l'absentéisme des enseignants, le soutien en faveur de l'utilisation de méthodes d'apprentissage participatif, l'amélioration les dispo-

sitifs de supervision du fonctionnement de la classe, l'amélioration de l'accès à l'éducation pour les enfants orphelins ou handicapés, le renforcement de l'éducation sexuelle, une transition facilitée pour les élèves entre les différents paliers de l'éducation (de la maternelle à l'éducation primaire, entre secondaire et tertiaire), la formation tout au long de la vie, l'éducation dans des contextes de conflits ou post-conflituels, l'enseignement relatif à la construction de la démocratie et au développement de compétences de la vie courante (life-skills).

Au fil des années, il est clairement apparu que si la qualité de l'éducation ne s'améliore pas, l'accès universel à l'éducation demeurera illusoire. Bien que le terme "qualité" ne soit pas clairement défini, un certain nombre de caractéristiques sont régulièrement évoquées dans les débats autour de ce thème. Les principaux éléments fréquemment identifiés comprennent : l'élève, l'environnement, le contenu, les processus d'apprentissage ainsi que les réalisations/résultats.

L'éducation devrait être considérée comme un vecteur d'émancipation et pas uniquement comme une opportunité d'investissement économique. L'éducation ne doit pas être exclusivement regardée comme un instrument technique et politique servant au développement d'un pays.

Les enseignants sont perçus comme des acteurs incontournables dans le contexte actuel d'amélioration des pratiques éducatives. Pourtant, dans l'exercice de leur profession, ils sont eux-mêmes soumis à des restrictions et à de fortes pressions.

L' "interconnectivité" grandissante qui caractérise le monde d'aujourd'hui, a conféré à l'éducation de nombreux avantages dont, la circulation d'idées. Toutefois, comme cela a été souligné dans ce chapitre, cette situation a aussi eu des effets négatifs et engendré une approche uniformisée à l'égard des politiques éducatives. Les approches actuelles en matière de formulation de politiques relatives à l'économie et à l'éducation, reflètent les "conditions" dictées par les organisations donatrices internationales telles que la Banque mondiale et le FMI. Chaque pays doit instaurer un dialogue national en vue de déterminer quelles politiques éducatives à mettre en œuvre et quels modèles économiques à suivre, afin de permettre au plus grand nombre d'accéder au développement durable. La mise en place d'un tel dialogue nécessite la participation des principaux acteurs concernés et doit permettre à chacun de faire entendre et respecter sa voix.

Les autorités nationales et internationales doivent fournir aux enseignants les outils nécessaires afin qu'ils puissent exercer leur profession dans de bonnes conditions et en toute confiance. Les gouvernements doivent soutenir les éducateurs et accorder une place prioritaire dans leurs agendas, aux diverses préoccupations des enseignants, de façon à ce que l'EPT ne reste pas uniquement un objectif à atteindre, mais devienne une réalité pour l'avenir.

Les enseignants et leurs syndicats doivent transformer leurs idées et opinions en action, plutôt que de les confiner à des discussions de bureau. Ils doivent eux-mêmes s'impliquer dans les processus de décision des politiques d'éducation. Si la communauté éducative est capable d'appuyer ses opinions et idées sur des travaux de recherche concrets et convaincants, il y a alors de fortes chances que sa voix soit entendue.

La recherche a pris une signification nouvelle dans la société d'aujourd'hui. Il est primordial que les syndicats d'enseignants engagent des travaux de recherche et qu'ils les utilisent pour faire entendre leur voix dans le cadre de la formulation de politiques, ainsi que pour répondre aux différents défis qui pèsent sur le secteur de l'éducation.

Il est essentiel d'avoir une opinion. Le cas échéant, vous seriez perçu comme "quelqu'un de plus qui a rassemblé des données". En revanche, il est tout aussi important disposer de données pour soutenir votre opinion. Le cas échéant, vous apparaîtriez alors comme "quelqu'un de plus avec une opinion". Or, c'est précisément pour cette raison que le document que vous avez en main a été écrit: afin de vous encourager à engager des recherches et à mettre à profit votre travail pour faire entendre votre voix.

Chapitre 2

Pourquoi est-il capital que les syndicats définissent leur propre agenda de recherche ?

Le chapitre précédent a dressé une toile de fond des évolutions actuelles dans le secteur de l'éducation ainsi que des défis majeurs, auxquels la communauté éducative mondiale se trouve confrontée. Il a aussi été montré comment, les recherches et l'utilisation des données rassemblées permettent à la communauté éducative : de faire davantage entendre sa voix en matière de développement de politiques, de s'impliquer dans l'élaboration de solutions politiques destinées à répondre aux préoccupations modernes de l'éducation et d'accroître l'influence qu'elle exerce au sein du contexte opérationnel dans lequel elle évolue.

A partir du chapitre qui suit, plus d'attention sera accordée à la question principale de ce rapport, à savoir : quelle est l'importance et la pertinence de la recherche pour les syndicats d'enseignants et comment peut-elle peser de manière positive sur les politiques d'éducation ? Les paragraphes qui suivent seront consacrés à l'importance et à la pertinence de la recherche. Les points de vue des cinq syndicats d'enseignants présentés dans cette publication, seront analysés. L'opinion d'une sélection d'autres acteurs du secteur éducatif, dont des donateurs, des ONG et des chercheurs, sera également étudiée. Les chapitres 3 et 4 dresseront des lignes directrices sur la manière d'engager et de commissionner des travaux de recherche, puis de les utiliser en vue de promouvoir les objectifs des syndicats d'enseignants.

26

2.1 Le rôle de la recherche dans les politiques d'éducation & l'élaboration d'un agenda international de recherche

Au 21^{ème} siècle et dans un contexte de mondialisation, le succès d'un pays repose sur sa capacité à exploiter le savoir de ses citoyens. Le savoir est devenu un atout essentiel tant pour les personnes que pour les nations. Malheureusement, la répartition du savoir dans une société, tout comme celle des richesses, est souvent inégale. L'existence d'un tel déséquilibre en termes de distribution, de mise à disposition et de partage du savoir peut entraver le développement économique, culturel et social d'une nation. La concurrence entre les pays s'établit à la fois sur base de leur savoir respectif mais aussi dans une certaine mesure, sur la capacité du pays à mettre en avant ses avantages concurrentiels spécifiques.

La recherche et le savoir sont intrinsèquement liés. Ainsi, face à la valorisation du savoir, le rôle de la recherche tend à occuper une place prépondérante dans les débats sur les politiques nationales et internationales. La recherche joue un rôle déterminant dans les processus de développement de politiques, car elle permet d'identifier les problèmes posés par les politiques en vigueur et de proposer des alternatives viables. Cette fonction de la recherche ne doit aucunement être négligée. Elle permet en effet, d'intégrer dans l'agenda relatif à l'élaboration de politiques, une certaine vision des problématiques identifiées^{xliv}. Les gouvernements sont devenus plus réceptifs aux propositions qui s'accompagnent de preuves justificatives et de fait, cela a généré une demande accrue pour les travaux de recherche et d'analyse primaires^{xlv}.

Quel que soit le niveau de développement d'un pays, les politiques d'éducation varient en fonction des changements politiques, sociaux, culturels et des évolutions scientifiques et technologiques, qui ont cours dans ce pays. Le processus de réforme éducative est donc un processus continu. Il s'articule autour de l'évolution des politiques, de l'amélioration de la planification, de l'évaluation et du suivi des systèmes éducatifs. Ainsi, afin de faciliter ce processus, il est fondamental que les décideurs et autres acteurs de la société, disposent de ressources et de données fiables sur les enseignants, les établissements scolaires et les élèves, qui auront été collectées dans le cadre d'activités de recherches.

Dans de nombreux pays, ce sont surtout les agences bilatérales, multilatérales et les organisations internationales non gouvernementales (OING) qui se chargent de fixer l'agenda mondial en matière

de recherche sur l'éducation. Les agences multilatérales comprennent : les Nations Unies, ses agences et instances dérivées (telles que l'Organisation internationale du travail, l'UNESCO), les institutions internationales de financement, la Banque mondiale. Les agences bilatérales sont constituées de divisions gouvernementales chargées de fournir une assistance au développement à différents pays, en fonction des intérêts nationaux du pays donateur et des besoins en développement du pays récepteur. Parmi les agences bilatérales les plus proéminentes, on trouve : USAID (agence américaine pour le développement international), ainsi que le DFID du Royaume-Uni (Département pour le développement international). Les agences les plus réputées pour leurs travaux de recherche sur l'éducation comprennent : Save the Children, Oxfam International et Care International. Les agences multilatérales, bilatérales et les OING apportent toutes une aide sous des formes diverses et variées. De fait, elles sont communément appelées: organisations d'aide internationale.

Il est largement admis que ces organisations d'aide internationale contrôlent l'agenda relatif à la recherche et aux politiques, car elles sont à l'origine d'études qui influencent les politiques courantes. Néanmoins, force est de constater qu'un débat s'est engagé concernant d'une part, l'ampleur de la dominance exercée par telle ou telle organisation dans tel ou tel pays et d'autre part, l'identification des organisations moins influentes. De l'avis de différents acteurs du secteur de l'éducation en Afrique du Sud, l'impact des organisations multilatérales et bilatérales dans l'élaboration de l'agenda éducatif national, n'est pas si manifeste que cela. Au contraire, ils affirment que ce sont les acteurs régionaux, nationaux et les coalitions qui remplissent cette fonction. Comme le souligne, un des bailleurs de fonds interviewé :

"La question est de déterminer l'importance des donateurs dans le secteur de l'éducation pour un pays donné ? Plus ils ont d'importance, plus ils exerceront d'influence dans le cadre de l'élaboration de l'agenda national relatif aux politiques d'éducation "

27

Dans certains pays, ce sont les organisations d'aide internationale et non les universités locales ou les gouvernements, qui conduisent la plupart des investigations portant sur les politiques d'éducation. Certains pensent que cette situation est due à la pénurie de chercheurs locaux et à leur manque d'expertise ou de formation. D'autres considèrent cet argument comme une insulte à l'encontre des universitaires locaux. Selon eux, la carence ne provient aucunement d'une capacité limitée de ces chercheurs à réaliser des travaux de recherche, mais plutôt d'une volonté d'imposer un cadre de politique et de recherche. L'autre raison pour laquelle des études sur l'éducation sont menées par des chercheurs étrangers, tient au fait que ces derniers sont moins bridés par la politique nationale alors que celle-ci représente souvent un écueil, pour les chercheurs locaux. Les organisations d'aide internationale disposent également des ressources nécessaires au financement de recherches sur l'éducation, alors que ce type de travaux est souvent relégué au bas de la liste des priorités, par des gouvernements qui peinent déjà à rémunérer leurs enseignants et à acheter des manuels scolaires^{xlvi}.

Les études comparatives et les indicateurs sont les outils les plus couramment employés dans le cadre de recherches internationales sur l'éducation, axées sur les résultats. Ce sont également les outils les plus plébiscités par les principaux acteurs et donateurs de ce secteur. Ils sont utilisés dans le but de servir deux catégories distinctes de recherches. La première à trait à l'élaboration et la diffusion d'une base de connaissance empirique globale sur "ce qui fonctionne" et ce qui est considéré comme "bonne pratique" dans le système éducatif des pays en développement. Ce type de recherche sert de guide général aux gouvernements et aux agences, pour sélectionner et énoncer des politiques. La seconde catégorie concerne l'analyse sectorielle, qui permet d'évaluer les priorités des différents pays en matière de politiques d'éducation et d'investissements. Ce type d'analyse sert également de fondement pour engager un "dialogue politique" et des négociations entre les diverses agences et les gouvernements concernant le financement^{xlvii}.

De nos jours, la communauté donatrice tend à déterminer l'agenda sur la recherche et les politiques, sur base d'une coordination entre elle et les receveurs de l'aide. C'est ce qui s'appelle le dialogue politique. à son tour, l'influence de la communauté donatrice en matière de formulation de politiques nationales est aujourd'hui diminuée.

Un bailleur de fonds affirme que :

"L'idée du dialogue politique est d'aboutir à un consensus entre les pays donateurs et les pays receveurs. Or bien entendu, le donneur est aussi le détenteur des fonds. Cela lui confère donc un certain degré de pouvoir dans les négociations et fait aussi émerger des difficultés, en cas de divergence entre la politique du pays donateur et celle du receveur. La question est de savoir jusqu'où peut aller l'influence exercée par le donneur ? Par exemple, tenter d'influer sur les politiques en vue d'améliorer la situation de l'éducation pour les filles en Afghanistan ou au Yémen, n'est pas forcément une mauvaise chose. Ceci dit, les négociations doivent se faire sur un pied d'égalité, et non en adoptant une approche descendante comme cela était d'usage autrefois".

Certaines des personnes interviewées déclarent pourtant que l'approche descendante est encore la plus répandue. Une ONG observe de manière critique :

"Les partenaires du développement trouvent les financements. Nous essayons bien d'établir notre propre agenda, mais ceux qui détiennent les fonds exercent leur influence dans les rouages de la mondialisation et sur les systèmes de la communauté internationale. C'est la communauté internationale qui fixe le cadre d'action mondial. Nous ratifions des déclarations et des conventions de façon à ce que le cadre établi, devienne notre propre agenda. Si nous signons tout, nous recevrons des fonds. Dans les pays à bas revenus, le lien s'établit entre les gouvernements et les organisations internationales et non pas entre les gouvernements et les citoyens. De fait, le dialogue politique s'exerce entre les gouvernements et les partenaires du développement".

28

L'Union européenne utilise une approche intergouvernementale plutôt récente pour dresser l'agenda (relatif à la recherche) international. Cette approche appelée "méthode ouverte de coordination (MOC)" est fondée sur la coopération volontaire des États membres. Elle s'applique à des politiques relevant de différents domaines, dont l'éducation et le développement.

Dans le cadre de la MOC, le Conseil des ministres s'accorde sur des objectifs généraux relatifs à des politiques. Ces objectifs sont ensuite convertis en politiques nationales et régionales par les États membres. Des critères et des indicateurs spécifiques sont fixés d'un commun accord afin d'évaluer les meilleures pratiques mises en œuvre. Les résultats sont ensuite examinés et évalués. La MOC repose sur des mécanismes de "normes non contraignantes" (soft law) telles que les lignes directrices, les indicateurs et critères spécifiques^{xlviii}. Il n'existe dès lors, aucune sanction officielle applicable à ceux qui ne parviendraient pas à suivre les développements en cours. En réalité, l'efficacité de la méthode ouverte repose sur la pression que peuvent exercer les pairs et sur la mise à mal et l'humiliation qui menace les États qui enfreindraient les règles établies. Or, aucun État membre ne souhaite voir son image ou sa réputation ternie, pour des questions de politiques dans un domaine particulier.

La MOC est une approche décentralisée, par le biais de laquelle les États membres mettent en œuvre des politiques préalablement consenties. L'Union Européenne n'exerce alors qu'un rôle de surveillance. Bien que la MOC ait été élaborée comme un instrument de définition de politiques qui relève de la responsabilité des gouvernements nationaux (l'UE disposant de peu ou pas de pouvoirs législatifs), elle est parfois critiquée pour l'influence qu'elle peut exercer sur un domaine de politique nationale spécifique. Ceci s'explique par le fait que sur le plan pratique, la MOC dispose d'un champ d'action considérable pour convaincre des États membres réticents de mettre en œuvre les politiques fixées. C'est alors elle, qui détermine l'agenda politique national.

Les standards recommandés par les donateurs les plus proéminents de la planète concernant les réformes sur les politiques, incluent généralement les points suivants:

a) la priorité de l'enseignement primaire sur l'enseignement secondaire et supérieur en termes de financement et ce, en dépit de l'évolution notable de la situation en faveur d'une approche plus holistique de l'éducation, b) la récupération des coûts à tous les niveaux du système éducatif (généralement sous la forme de frais de scolarité), c) la décentralisation administrative et d) l'améliora-

tion de la qualité de l'éducation associée à une hausse graduelle des taux d'inscription^{xlix}. Il apparait que les organisations dominantes ne préconisent pas toujours les solutions les plus appropriées concernant les politiques à appliquer aux systèmes éducatifs mondiaux. Dans certains cas, elles viennent même ajouter des difficultés supplémentaires aux problèmes qu'elles s'efforcent de résorber. Ainsi, s'efforcer d'accroître l'efficacité en intégrant des "frais liés à la scolarité", peut en fait, générer une forte résistance politique ou faire baisser les inscriptions. Il a également été suggéré que leurs recommandations présentaient souvent des faiblesses, en raison du peu de fiabilité des données rassemblées et d'erreurs de méthodologie dans le dispositif de recherche employé.¹ Ces difficultés sont renforcées par le fait que les résultats tendent à être généralisés à une grande partie de la population pour qui ces recherches ne présentent souvent aucun intérêt. De plus, d'anciennes données continuent d'être prises en compte même lorsque de nouvelles recherches ont permis de remettre en question les conclusions antérieures^{li}.

Afin que les syndicats d'enseignants fassent entendre leur voix et jouent un rôle encore plus déterminant dans le débat politique et ce, dans un contexte d'émergence de sociétés de la connaissance, il est fondamental qu'ils engagent des recherches en vue de soutenir les politiques qu'ils promeuvent.

Conclusion

En résumé, la recherche est un instrument pertinent et décisif dans le cadre de l'élaboration de politiques. Il est d'autant plus valorisé dans le contexte de mondialisation actuel. Un certain nombre d'organisations d'aide internationale entreprennent des recherches dans le domaine de l'éducation et jouent un rôle prédominant dans l'élaboration d'un agenda international consacré aux politiques d'éducation. Dans ce contexte, on note l'émergence de politiques standardisées en réponse aux difficultés pesant sur les systèmes éducatifs mondiaux. Toutefois, ces politiques sont souvent inadaptées aux dispositions locales. Afin que des politiques alternatives puissent s'imposer dans l'agenda éducatif mondial, il est essentiel que les idées qu'elles défendent soient appuyées par des travaux de recherche rigoureux. La recherche dans le domaine de l'éducation est donc un outil déterminant, pour permettre aux syndicats d'enseignants du monde entier d'influer de manière plus significative sur les politiques éducatives.

2.2 Comment les organisations bilatérales et multilatérales utilisent-elles les données collectées pour soutenir leurs politiques ?

Il a été suggéré dans la section précédente, que les politiques préconisées par les acteurs dominants du secteur éducatif étaient parfois inadaptées à leur contexte d'application. Les principaux acteurs impliqués dans l'agenda sur la recherche et les politiques, se préoccupent-ils de "découvrir la vérité" et de réaliser des "recherches documentées" en vue d'éclairer leurs politiques ? Ou encore, s'efforcent-ils de réunir les preuves nécessaires pour soutenir leur propre agenda ?

Ce rapport ne tient pas lieu d'outil servant à alimenter un débat autour de ce qui saurait être considéré comme "connaissance viable" ou comme "vérité". Il existe des opinions diverses et variées à ce sujet. Toutefois, une chose est sûre : il est impossible de porter un jugement objectif et anodin sur quelque sujet que ce soit. Le travail de chacun, y compris des chercheurs, dépend invariablement des valeurs profondes auxquelles adhère la personne en charge des activités en cours. Dans le cadre de travaux de recherche, il est inévitable de devoir se situer dans une certaine perspective, pour étudier des phénomènes ou des problèmes spécifiques. Un représentant d'ONG déclare :

"Bien entendu, vous abordez toujours un travail de recherche selon une certaine perspective. C'est vous qui souhaitez examiner une question spécifique. C'est vous qui avez un objectif précis en tête pour votre recherche. Vous devez toutefois, cela est essentiel, vous interroger en permanence sur le bien-fondé de vos suppositions."

Les gouvernements mais aussi les organisations et autres groupes d'intérêts, font régulièrement appel

à des consultants ou des travailleurs indépendants pour réaliser des rapports de recherche et ils les encouragent à s'arranger pour que les résultats servent les intérêts de l'organisation en question^{lii}. Il n'est donc pas surprenant que les recherches portant sur le choix de l'école et l'instauration d'un système de bons scolaires, apparaissent toujours comme des initiatives négatives lorsque les rapports émanent de la Fédération américaine des enseignants (AFT) ou de l'Association nationale pour l'éducation (NEA), alors qu'elles sont considérées comme positives, dans les études menées par des associations conservatrices et des groupes de réflexion tels que l'American Enterprise Institute et l'Heritage Foundation^{liii}. Lorsque des résultats de recherche viennent contrecarrer les données fournies par d'autres sources, le public tend à s'appuyer sur ses propres convictions idéologiques, ses intérêts et ses préjugés plutôt que de chercher à départager les déclarations divergentes des chercheurs. Un des donateurs interviewé dans le cadre de ce rapport, exprime ouvertement son avis sur ce point :

"Lorsqu'un chercheur X et un chercheur Y examinent une question d'éducation, ils aboutissent à des résultats et des conclusions qui diffèrent et ce, même si au départ leur thème de recherche était identique. Cela s'explique par le fait que l'angle d'approche et la perspective de chaque chercheur sur le sujet, étaient peut-être différents. En fonction de mes besoins et de ce que je recherche à un moment donné, je m'orienterai plutôt vers le chercheur X ou le chercheur Y."

Globalement, les différents acteurs impliqués dans la réalisation de ce rapport s'accordent à reconnaître le rôle déterminant de la Banque mondiale, concernant les études relatives à l'éducation dans les pays en développement. Ils admettent également son influence considérable à la fois d'un point de vue intellectuel et politique. Un bailleur de fonds déclare:

"La Banque mondiale prend les commandes. Pourquoi ? Parce qu'elle en a le pouvoir. Parce qu'elle dispose d'un porte-monnaie bien rempli. La Banque mondiale affirme consulter d'autres partenaires du développement mais dans la pratique, ce n'est pas le cas. Nous avons l'impression d'être comme de minuscules insectes agglutinés sur le dos d'un éléphant."

Certains interviewés estiment que le rôle de la Banque mondiale en matière d'élaboration de l'agenda international pour la recherche et les politiques d'éducation, ne doit pas non plus être surestimé. Ils affirment que la Banque mondiale sait aussi écouter d'autres voix et s'ouvrir à d'autres points de vue. Comme le souligne une OING :

"Nous présentons à la Banque mondiale toute sorte de rapports et cela a effectivement un impact. La Banque ne peut tout simplement pas faire fi des données que nous lui transmettons. La question est, que nous devrions travailler tous ensemble. Nous nous sommes associés à de petites et grandes organisations de la société civile, du Nord et du Sud. Cela nous donne davantage de poids lors de nos négociations avec la Banque mondiale et les gouvernements."

Certaines des personnes interrogées déclarent que bon nombre d'agences de financement apportent une assistance financière dans le seul but d'imposer leur idéologie.

"Toutefois," déclare un chercheur "le fait que ces agences nourrissent des ambitions secrètes ne devrait empêcher personne d'atteindre ses propres objectifs. Des projets cachés, on peut en trouver partout dans le monde" Et un collègue chercheur d'ajouter: "Les projets cachés font tout simplement partie de l'humanité."

Bien qu'il ne soit pas vraiment possible de produire des études totalement insignifiantes, on peut aspirer à rassembler des données fiables et recevables. Ce qui signifie que, si quelqu'un d'autre entreprenait le même travail de recherche dans des conditions similaires et en employant la même méthodologie, les résultats obtenus devraient être identiques. Pourtant, on ne peut échapper à la nature intrinsèquement politique de la recherche et de l'élaboration de politiques. C'est la raison pour laquelle, les syndicats d'enseignants ne peuvent pas se fier candidement aux travaux de recherche réalisés par des tiers, des sources "externes". Lorsqu'ils décident de collaborer avec d'autres partenaires pour mener des activités de recherche, il est fondamental qu'ils soient personnellement impliqués dans l'élaboration des études ainsi que dans le processus de recherche.

En outre, les syndicats d'enseignants doivent être parfaitement documentés sur les études qui influencent les politiques d'éducation actuelles ou qui les ont inspirées.

Les recherches relatives aux politiques dépendent à la fois de la personne qui les dirige et des objectifs fixés.

Toutefois, on peut s'avancer à dire que les recherches relatives aux politiques, qui sont sponsorisées par des organisations d'aide internationale, accordent une attention limitée à la dimension politique de la recherche et du processus d'élaboration de politiques. Cela tient en partie, à la réserve dont font preuve les agences internationales face aux conflits politiques des pays dans lesquels elles opèrent mais aussi à la position de faiblesse des chercheurs locaux dans ces pays, qui les empêchent de critiquer les politiques en vigueur. La recherche est invariablement cantonnée à des questions limitatives et techniques ayant trait à l'efficacité et à l'efficacité. En outre, les études sur la faisabilité des politiques s'intéressent davantage aux questions financières qu'aux investigations relatives à la capacité organisationnelle ou aux conflits d'intérêts^{liv}.

Conclusion

Les données collectées dans le cadre de recherches, permettent généralement aux organisations et aux gouvernements, de suivre leurs propres agendas politiques, que cela soit fait de manière intentionnelle ou non. Cette situation est le fruit de convictions et de valeurs bien ancrées, qu'il conviendra de manier avec précaution lors du processus de recherche, afin de garantir la fiabilité et la recevabilité des résultats obtenus. Les syndicats d'enseignants doivent avoir pleinement conscience de ces facteurs d'influence (politique) lorsqu'ils analysent les politiques et les travaux de recherches réalisés par des tiers et lorsqu'ils formulent leurs propres politiques.

2.3 Points de vue sur la pertinence de la recherche

"Il faut démystifier la recherche. La recherche doit être littéralement considérée comme l'action de rechercher. Tout dépend des questions d'investigation. Beaucoup de gens sont effrayés par la recherche, alors que celle-ci devrait être perçue comme une activité à la portée des personnes à la base. La recherche n'est pas une activité sophistiquée réservée aux seuls universitaires."

Ces mots sont ceux du directeur d'une des ONG interrogées.

Pourquoi est-il important que les syndicats d'enseignants participent à des activités de recherche ? Comme cela a été mentionné auparavant, l'absence de données concrètes pour appuyer votre opinion, vous confère l'image "de quelqu'un de plus avec une opinion". En vous impliquant dans des travaux de recherche, vous êtes en mesure d'étendre votre influence jusqu'aux domaines des politiques et des processus de décision. Cela vous permet aussi de veiller à ce que toute nouvelle politique adoptée, soit fondée sur des recherches concrètes et tienne compte des besoins des personnes que vous représentez. La recherche renforce la crédibilité de vos dires et accroît le statut de votre organisation. Plus important encore, les enseignants sont les meilleurs juges de ce qui se passe dans les salles de classe. Leur opinion a donc plus de poids que celle de quiconque.

Tous les acteurs impliqués dans l'élaboration de ce rapport, les syndicats d'enseignants, les bailleurs de fonds, les OING et les chercheurs ont unanimement souligné l'importance capitale des syndicats d'enseignants dans des activités de recherche. L'encart N°2 met en exergue l'avis de cinq syndicats d'enseignants sur la pertinence de la recherche pour leur organisation. Vous trouverez en premier lieu, un résumé des différents arguments mis en avant par les bailleurs de fond, les O(I)NG et les chercheurs pour justifier l'implication des syndicats d'enseignants dans des travaux de recherche.

Il est important que les syndicats d'enseignants entreprennent des recherches critiques en vue de contrebalancer les études courantes menées par la Banque mondiale, certains bailleurs de fonds ou les gouvernements ces dernières étant généralement centrées sur la collecte de données statis-

tiques brutes sur l'éducation. La Banque mondiale réalise parfois des études pertinentes mais qui tendent à manquer d'autocritique et qui ne tiennent pas compte d'autres points de vue, notamment celui de la société civile des pays en développement. Les syndicats d'enseignants occupent une position privilégiée pour entreprendre des études qui accordent davantage d'attention aux processus de recherche ainsi qu'à l'expérience personnelle des enseignants. En outre, plusieurs des personnes interviewées ont souligné que la recherche primaire motivait chez les syndicats, une démarche de réflexion introspective sur leur travail. Comme le déclare une ONG : " *Il est important pour les syndicats d'enseignants de se poser et de réfléchir aux actions qu'ils ont mené à ce jour. Selon quels principes ont-elles été motivées ?*" La recherche peut être un outil pertinent aux fins d'engager une réflexion sur l'idéologie et les pratiques du syndicat.

Encart 2 L'importance de la recherche selon les syndicats d'enseignants

Syndicat

Déclarations

AITPF:

"Les syndicats d'enseignants ont un rôle significatif à jouer dans la réalisation de l'Éducation pour tous. Ce point constitue un argument de poids pour motiver des activités de recherche. De plus, la recherche permettra aux syndicats d'élargir leur vision concernant : la situation actuelle de l'éducation dans un contexte donné, les points devant être améliorés ainsi que la manière de gérer au mieux tous ces éléments. En outre, les syndicats doivent engager des recherches car elles leur permettront de contrecarrer les résultats d'études réalisées par les gouvernements. Enfin, la recherche contribuera à rehausser la confiance en soi des enseignants lorsqu'ils se rendront compte de leur capacité à mener à bien ce type d'activité. Leur statut professionnel en sera valorisé".

CTERA:

"Une des principales raisons qui nous incite à entreprendre des activités de recherche, est que nous souhaitons mettre en avant ce que représente pour nous, la qualité de l'éducation. Un des objectifs majeurs de la recherche est de stimuler les débats sur ce point. Nous souhaitons également faire contrepoids aux politiques néolibérales sur l'éducation. La recherche a un objectif précis. Nous voulons faire valoir notre point de vue concernant le type d'éducation que nous estimons profitable pour la société. Cependant, les chercheurs doivent bien entendu faire preuve d'ouverture face aux données qu'ils recueillent. CTERA pense qu'il existe un intérêt considérable à rassembler des données qui ont un impact sur les connaissances et les pratiques des enseignants et du gouvernement".

Läraryrbundet:

"La recherche nous donne l'opportunité de promouvoir nos propres arguments plutôt que de dépendre d'arguments émis par d'autres. Nous considérons la recherche comme un outil qui permet de changer les politiques et nous sélectionnons des problématiques qui nous tiennent à cœur. Les activités de recherche que nous entreprenons doivent nous fournir des arguments. Bien entendu, nous souhaitons aussi tirer des enseignements de nos investigations. Toutefois, pour Läraryrbundet la raison principale derrière la recherche, est de nous permettre de changer les politiques".

SADTU:

"La recherche nous fournit des informations sur les besoins des enseignants. Il en découle des programmes de formation basés sur les résultats obtenus. Nous nous servons de la recherche pour élaborer des politiques et réfléchir au mode de fonctionnement général de notre organisation ; ce qui va bien ou moins bien".

TTU:

"Autrefois, avant de nous lancer dans des activités de recherche, nous étions considérés comme des personnes désireuses de faire parler d'elles. On nous accusait de ne pas disposer de preuves tangibles pour appuyer nos revendications et nos déclarations. Désormais, nous en avons".

Tous les syndicats ont déclaré que la recherche primaire peut servir à éclairer d'autres aspects du travail syndical et y être intégrée, notamment en matière de formation, de développement de politiques, de plaidoyer et de publicité. La recherche contribue par exemple au processus de décision relatif à l'élaboration des politiques syndicales. Elle permet aux syndicats de s'assurer que leurs politiques en vigueur reflètent l'opinion des enseignants qu'ils représentent. Les résultats de recherches peuvent appuyer le travail de plaidoyer du syndicat en le gratifiant de preuves tangibles, qui viendront renforcer les positions de l'organisation en matière de politiques. Tous les syndicats ont souligné l'importance de la recherche dans leurs programmes de formation. Celle-ci leur a en effet permis d'élaborer des études de cas à partir desquelles les enseignants ont pu engager des discussions et échanger leurs vues. La recherche est également utilisée dans le cadre d'activités de publicité ou pour des publications dirigées à un auditoire général ou spécialisé. Enfin, elle sert aussi dans l'élaboration de rapports sur les politiques, à l'intention des parlementaires.

En d'autres mots, les syndicats mis en exergue dans ce rapport ont fait usage de la recherche pour renforcer leurs efforts dans les domaines de la formation, du développement de politiques, des relations publiques et du lobbying. Les dispositifs de recherche employés et les réalisations concrètes qui en ont découlé, seront examinés dans les deux chapitres suivants.

Conclusion:

Tous les acteurs du secteur éducatif interviewés dans ce rapport, ont insisté sur l'importance de la recherche pour les syndicats d'enseignants. Des arguments ont été présentés en vue de souligner les apports positifs de la recherche, non seulement pour la scène éducative nationale et internationale, mais intrinsèquement, pour le syndicat lui-même.

2.4 La voie de l'avenir

Une des principales tâches pour l'avenir consiste à définir des politiques plus efficaces, dans le but d'améliorer la condition des enseignants. La recherche ainsi que l'évaluation des moyens à mettre en œuvre en vue d'optimiser les ressources et d'atteindre les objectifs fixés, font partie des priorités à aborder. L'aspect quantitatif des ressources mais aussi la manière de les exploiter, jouent un rôle déterminant dans l'amélioration de l'éducation.

La recherche commence à faire son entrée dans la "boîte noire" de l'éducation. Ainsi, on reconnaît désormais la nécessité de s'écarter des données, des indicateurs et des résultats purement quantitatifs afin de se concentrer davantage sur les processus d'enseignement et d'apprentissage. Les syndicats d'enseignants devraient aspirer à développer cette catégorie d'études et à mettre l'accent sur ce type de processus.

Un débat constructif doit être engagé en vue de dégager les méthodes, les objectifs et aboutissements à atteindre dans l'éducation et ce, pas uniquement pour les enseignants, les étudiants et leurs familles mais aussi dans le but de parvenir à une société égalitaire et juste. Tout travail de recherche devrait poser les questions suivantes : Dans quelle direction allons-nous ? Est-ce souhaitable ? Quelles actions devraient-elles être engagées ? De plus, les dispositifs servant à définir les agendas en faveur de la recherche, devraient être documentés. Les chercheurs devraient aussi évaluer leurs dispositifs de recherche et identifier leurs propres préjugés, afin que le public soit en mesure d'appréhender les différents points de vue et de comparer plus aisément les diverses politiques présentées. Il est nécessaire de rassembler toutes les preuves possibles, de faire preuve de bon sens et de s'impliquer davantage dans le processus politique et démocratique en vue de façonner l'avenir de l'éducation et de la société^{lv}.

En conclusion, la recherche revêt une importance capitale dans les processus de développement de politiques. Le chapitre suivant examine la question de la recherche en tant qu'outil pour influencer sur les politiques.

Chapitre 3

Que se passe-t-il après la phase de réalisation de la recherche?

Une fois que les études ont été réalisées, il est temps d'utiliser les résultats pour influencer les débats ayant trait aux politiques publiques d'éducation. Les travaux de recherches réalisés par les syndicats d'enseignants doivent soutenir les recommandations politiques qu'ils ont eux-mêmes formulées. Les preuves rassemblées dans le cadre d'activités de recherche, peuvent alors être servir à convaincre un auditoire cible du bien-fondé des politiques énoncées. Comment convertir ces résultats en politiques concrètes ? Comment communiquer efficacement les informations recueillies aux décideurs politiques ? Comment les syndicats d'enseignants peuvent-ils être des instigateurs de changement efficaces, sur base des résultats de leurs recherches ?

3.1 Contexte politique, preuves et liens

Le développement de politiques relève de processus complexes, assortis de multiples facettes. Il n'est donc pas aisé d'identifier clairement les facteurs à l'origine d'un changement de politique, ni même d'établir le rôle spécifique de la recherche dans la concrétisation d'un tel changement. Il est cependant possible de segmenter l'influence de la recherche sur les changements de politiques, autour de trois axes principaux : le contexte politique, les preuves tangibles et la manière de les diffuser et enfin, les liens unissant les différents acteurs concernés^{lvi}.

34

Le contexte politique d'un pays façonne l'orientation de la recherche et des politiques, par le biais des relations de pouvoir et de l'idéologie soutenues par le parti au pouvoir. Il est toutefois capital de rappeler que le contexte politique plus général et l'opinion publique influent également de manière significative sur les politiques, comme par exemple la fin de la Guerre froide qui marqua un changement politique dans le domaine du développement international^{lvii}.

La portée des preuves collectées et leur influence, dépend de la clarté des messages qu'elles véhiculent et des moyens mis en œuvre pour en présenter les points forts. Une série de facteurs peut affecter l'impact que produiront les preuves. Ceux-ci comprennent notamment : la perception en termes de crédibilité, de la source de diffusion des données, la manière de communiquer le message, la terminologie utilisée, le format et le timing^{lviii}. Viennent également s'y ajouter, l'opinion publique à un moment donné ainsi que la marge de manœuvre relative aux négociations sur les solutions politiques.

L'influence de la recherche sur les politiques dépend également des liens existant entre les différents acteurs impliqués. Ces liens peuvent être établis au niveau individuel/organisationnel/institutionnel ou dans le cadre de réseaux plus élargis. Grâce à ces relations, les différents acteurs peuvent échanger de manière formelle ou informelle, leur point de vue sur les politiques en question^{lix}. Cette démarche pourra ensuite avoir un impact à l'échelon national ou international.

Ce chapitre traite des questions à aborder en vue d'influer sur les politiques. Il présente des études de cas issues des projets de recherche engagés par les syndicats AIPTE, CTERA Lärarförbundet, SADTU et TTU, ainsi que des commentaires recueillis auprès de syndicats d'enseignants et d'autres acteurs consultés dans le cadre de ce rapport. Ce chapitre s'inspire également des recommandations énoncées par les auteurs Start et Hovland (2004) dans leur Guide complet d'outils pour influencer sur les politiques lx. Leurs recommandations sont présentées dans les encarts 3, 4 et 5.

3.2 Influer sur les politiques: conseils des syndicats d'enseignants, d'O(I)NG, de bailleurs de fonds et de chercheurs

Différents acteurs de l'éducation ont été interrogés dans le cadre de l'élaboration de ce de livret.

Leurs suggestions concernant la manière dont la recherche peut influencer sur les politiques, sont présentées ci-après.

Même si cela semble évident, il est essentiel de rappeler que toute recherche doit être crédible, pour pouvoir être réellement prise au sérieux. Ainsi les données collectées dans le cadre d'un processus de recherche doivent être issues de sources sûres et s'appuyer sur une méthodologie fiable. Ce point est capital car les gouvernements soutiennent généralement des solutions politiques fondées sur des preuves concrètes, même si celles-ci sont largement influencées par les tendances de l'opinion publique.

En outre, il est primordial que les syndicats d'enseignants communiquent clairement sur l'éclairage que leur apportera la recherche engagée, sur une question d'éducation spécifique. Comme l'a souligné un des syndicats d'enseignants interrogé : *"Ne demandez pas la lune. Soyez spécifiques dans vos recommandations"*.

L'objectif visé par la recherche peut déterminer le type d'étude à entreprendre, qu'il s'agisse par exemple d'une étude comparative ou d'une étude de cas au sujet d'une problématique spécifique observée dans une école. La recherche peut aussi contribuer à l'énonciation de réponses dans le cadre de documents de politique gouvernementale (tels les livres blancs). En outre, la recherche peut également servir à l'élaboration d'un rapport critique sur les politiques en vigueur ou à l'analyse "objective" d'une question en lien avec des recommandations politiques. Ces démarches pourront être effectuées dans le but de susciter la forte médiatisation d'un thème précis ou à contrario, d'engager une discussion mesurée et diplomatique avec le gouvernement. Alors que dans le premier cas une recherche de type journalistique serait la plus appropriée, le second exemple privilégiera sans doute une approche académique de la recherche.

Les syndicats d'enseignants devraient s'interroger sur la méthodologie la plus adaptée à leurs objectifs de recherche. Plusieurs options sont envisageables: mettre l'accent sur la collecte de données "brutes" par le biais de questionnaires/enquêtes et l'analyse de statistiques, ou rassembler des données qualitatives sur la perception des différents acteurs concernés à l'égard d'une question spécifique. Ces informations sont recueillies lors d'interviews, de discussions de groupes et de séances d'observation participatives.

La Recherche d'action participative (RAP) est une méthode de plus en plus appréciée. Dans le cadre de la RAP, les chercheurs identifient avec la communauté locale, les préoccupations et problèmes majeurs qui se posent. Ils déclenchent ensemble des activités de recherches, mettent en œuvre des actions dont ils tirent ensuite des enseignements. En d'autres termes, la RAP peut être considérée comme étant à l'opposé des méthodes traditionnelles de recherche, qui sont généralement guidées par un système hiérarchique vertical et selon lesquelles les chercheurs étudient "de loin" un phénomène donné. Il est également crucial que les syndicats d'enseignants examinent le type de recherches relatives aux pratiques éducatives déjà réalisées dans leur région, de manière à éviter de "réinventer la roue". *"Pour que la recherche ait réellement un impact, elle doit être innovante"*, explique un des chercheurs interrogés.

" Les résultats ne marquent pas la fin du processus de recherche. Il faut présenter les données. Les mettre en première ligne ! " déclare un des syndicats d'enseignants.

En fonction de l'objectif de la recherche, il est souvent décisif d'avoir recours à la publicité pour amener la discussion politique et les données recueillies vers d'autres horizons. Faire la une de la presse peut parfois avoir plus de portée que publier l'entièreté du rapport final de recherche. Cela contribue à ouvrir un débat dans l'opinion publique, en sensibilisant à la problématique en question et aux solutions alternatives envisageables. L'intérêt médiatique et le débat public attirent l'attention des politiques sur une question donnée et les incitent davantage à prendre des mesures s'y rapportant. Afin de mettre en avant un quelconque agenda politique, il est essentiel de former des réseaux et des alliances avec des organisations, des groupes, des personnes dont les centres d'intérêts sont similaires aux vôtres. Comme l'explique une OING : *"il existe un grand nombre de voix que le gouver-*

nement peut difficilement ignorer". Le fait de constituer des alliances avec des partenaires qui défendent un objectif commun, renforce la position même des syndicats d'enseignants. Un syndicat d'enseignant a plus de chances de pousser la porte du gouvernement, s'il est associé à d'autres partenaires.

La plupart du temps, la question qui se pose ne concerne pas la diffusion, ou non, des données, mais plutôt la manière de procéder pour disséminer l'information. "Vendre une histoire" aux médias est d'autant plus convaincant si le format de diffusion des données de recherche est accessible au grand public, s'il ne contient pas de jargon technique et qu'il s'accompagne d'une déclaration faisant ressortir les implications directes de la recherche pour l'auditoire. Ce document peut être enrichi d'un communiqué de presse et envoyé aux médias par courriel ou transmis dans le cadre d'un bulletin électronique. Les résultats du rapport peuvent aussi être communiqués en exclusivité à un journal ou à une radio. Une autre alternative envisageable pour générer de la publicité, consiste à organiser une table ronde autour de la recherche sous forme de Think-Tank (groupe de réflexion) ou au sein d'une organisation habituée à mener des discussions politiques. Les médias nationaux ou régionaux, les politiciens et autres acteurs clés peuvent aussi y être conviés. Enfin, il est capital de diffuser les résultats de recherche aux membres de votre organisation de façon à ce qu'ils participent aussi à leur niveau à la dissémination des résultats et des recommandations.

La plupart des personnes interviewées préconisent la participation du gouvernement et des fonctionnaires du département de l'Éducation dans tout processus de recherche, quel qu'il soit. Ce point est également important à un stade plus avancé du dispositif. Un bailleur de fonds déclare : *" Impliquez le gouvernement dans chaque étape du processus de recherche. Discutez par exemple, des questions de recherche puis, des premiers résultats obtenus. Le gouvernement ne doit pas être informé des résultats et des recommandations par la presse "*.

36

Le fait d'impliquer, ou non, le gouvernement dans le processus de recherche dépend aussi du contexte politique dans lequel s'effectue la recherche. Selon un chercheur : *" les gouvernements ont leur propre agenda. Dès lors, il est parfois préférable de ne pas les impliquer. La recherche doit refléter les priorités des syndicats. Ce sont donc les syndicats qui doivent en déterminer l'agenda "*. Dans certains cas, le fait de consulter les décideurs politiques peut s'avérer contre-productif. Il est parfois plus judicieux d'affronter les autorités gouvernementales après avoir mené l'étude souhaitée, afin notamment d'éviter toute ingérence de leur part dans le processus.

En complément des recommandations présentées ci-dessus, les discussions avec les syndicats d'enseignants, les O(II)NG, les bailleurs de fonds et les chercheurs ont fait émerger d'autres suggestions et conseils à l'intention des syndicats d'enseignants. Ceux-ci comprennent notamment les points suivants :

- ✓ Abordez des thèmes de recherche concrets et qui présentent un réel intérêt pour les principaux acteurs concernés (par ex. : des travaux de recherche portant sur les classes surchargées sont à la fois pertinents pour les enseignants, les parents, les élèves et le gouvernement).
- ✓ Les syndicats doivent toujours veiller à clairement et explicitement faire ressortir le fait que leur objectif est d'améliorer la qualité de l'éducation. .
- ✓ Proposez des solutions alternatives sur une question d'éducation spécifique. Si les syndicats s'attachent exclusivement à engager des actions de lobbying pour réclamer des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail en faveur des enseignants mais qu'ils ne suggèrent aucune alternative ou aucun moyen d'améliorer certaines questions éducatives, le gouvernement ne les écouterait pas.
- ✓ La présentation est capitale. Présentez vos points de divergence au gouvernement en évitant toute confrontation et ne soyez pas trop critique à l'égard de la politique gouvernementale en vigueur.
- ✓ Une fois votre agenda de recherche formulé, élaborer la stratégie à mettre en œuvre, si possible conjointement avec d'autres organisations qui défendent les mêmes intérêts que les vôtres :
 - Analysez les relations de pouvoir qui prévalent dans votre pays.

- Établissez une liste de vos alliés et de vos opposants
- Formulez des revendications (communes).
- ✓ Lorsque vous organisez un évènement public pour débattre de votre agenda de recherche ou présenter des résultats, identifiez puis invitez les décideurs politiques clés, sur lesquels vous souhaitez influencer. N'oubliez pas de faire pression auprès du ministère des Finances.
- ✓ Familiarisez-vous avec le contenu de la politique gouvernementale. *"Impliquez-vous dans le dialogue avec le gouvernement, incitez ce dernier à prendre part à des discussions sur des thèmes qui vous tiennent à cœur "*, déclare une des ONG interviewée.
- ✓ Menez vos actions de lobbying de manière discrète.
- ✓ Publiez un condensé des résultats de votre recherche à l'intention du grand public et présentez une version intégrale des données aux décideurs politiques.

Les recommandations ci-dessus peuvent être enrichies d'autres suggestions complémentaires. Par exemple, les syndicats d'enseignants devraient être pourvus d'une base de données à jour sur les situations et les problématiques auxquelles sont confrontés les enseignants. Il est absolument indispensable que les syndicats disposent de données actualisées, concrètes et fiables sur la condition de ses membres. Une base de données solide permet de formuler des recommandations éclairées en matière de politiques.

Par ailleurs, les syndicats doivent adapter leur approche du lobbying en fonction des revendications qu'ils soumettent au gouvernement. Il n'existe en effet, pas de méthode miracle pour propulser des idées et des recommandations au plus haut niveau politique. Des syndicats qui œuvrent dans des contextes de conflits adopteront des stratégies de plaidoyer différentes de celles de syndicats opérant dans un environnement démocratique et pacifique. Il n'existe pas non plus d'approche spécifique, en matière de recherche. Plusieurs possibilités sont envisageables, dont celles motivées par l'objectif de recherche, comme cela a été démontré précédemment.

Conclusion

La recherche doit s'appuyer sur des preuves fiables et toutes les recommandations relatives aux politiques doivent être clairement formulées et réalisables. Afin d'étendre la discussion sur les politiques et d'amener les résultats de recherche vers d'autres horizons, il est important d'organiser des débats et des évènements publics et d'utiliser les médias pour diffuser les résultats. Lorsque les syndicats s'unissent à d'autres acteurs du secteur éducatif, leur voix concernant les questions de politiques d'éducation, est renforcée. La plupart des personnes ayant contribué à ce rapport ont recommandé aux syndicats d'enseignants d'impliquer le gouvernement dans les différentes étapes de leur processus de recherche. Il faut néanmoins souligner que la participation du gouvernement peut se faire de diverses manières et qu'il est essentiel de déterminer, quand impliquer les décideurs politiques. Chaque situation et chaque problématique appelle la mise en œuvre d'une stratégie spécifique. Les syndicats devraient s'interroger encore et encore, sur la manière la plus convaincante de promouvoir leurs idées, afin que leurs revendications soient entendues.

3.3 Études de cas

Ce paragraphe met en exergue les projets de recherche conduits par les syndicats AIPTF, CTERA, Lärarförbundet, SADTU et TTU. Quelle approche ces syndicats ont-ils adopté pour mener leurs travaux de recherche et comment ont-ils utilisé les résultats pour influencer sur les politiques (publiques) ? Bien que certains syndicats aient mentionné plusieurs exemples de projets de recherche aboutis, le chapitre ci-après ne présentera qu'une seule étude par syndicat.

AIPTF: "Abandon scolaire. Retour à l'école."

Définition de la question de recherche

Il y a quelques années, l'État de Karnataka en Inde entreprit une étude sur le nombre d'enfants fréquentant les écoles formelles. Les résultats conclurent que tous les enfants âgés de 6 à 11 ans étaient inscrits dans le système éducatif formel.

Étant donné que l'étude réalisée par le gouvernement présentait des conclusions qui ne semblaient pas refléter la réalité, AIPTF décida d'engager des travaux de recherche sur l'abandon scolaire dans cet État. *"Nous savions que beaucoup d'enfants quittaient l'école à Karnataka." "Les données fournies par notre organisation membre dans cet État étaient différentes de celles présentées par le gouvernement".*

AIPTF avait deux objectifs en tête. Le syndicat souhaitait dans un premier temps, identifier et localiser les enfants en situation d'abandon scolaire. Dans un second temps, il s'était fixé pour mission que ces enfants réintègrent le système scolaire formel : *"Il est de notre responsabilité de prendre le projet de l'Éducation pour tous, au sérieux".* En d'autres termes : l'objectif de la recherche engagée s'articulait autour de deux axes. Il s'agissait en premier lieu, d'évaluer l'étendue du problème et de réunir des données fiables sur cette question mais aussi, d'engager des activités visant à motiver et à convaincre les acteurs clés dans ce domaine, tels que les parents et les dirigeants des communautés, de renvoyer les enfants à l'école.

Il fut décidé d'avoir recours à plusieurs types de méthodologies de recherche. Des enquêtes sur les ménages furent menées, afin de dégager une vision réaliste du nombre d'enfants ne fréquentant pas l'école et de les localiser. Dans le même temps, des activités telles que du théâtre de rue et des ateliers furent organisées en vue de sensibiliser à la gravité du sujet et de mettre l'accent sur l'importance de scolariser les enfants dans des écoles formelles. *"Nous avons accordé une attention considérable à nos activités de campagnes. Par exemple, nous avons élaboré des affiches qui mettaient en exergue cette question spécifique. Nous avons également organisé des réunions ouvertes à toutes les personnes de la communauté qui souhaitaient y participer, qu'il s'agisse de parents, d'enseignants, de dirigeants locaux".*

Organiser la recherche et choisir qui impliquer ?

La recherche sur l'abandon scolaire a été réalisée dans quatre districts de l'État de Karnataka, par une des organisations membres d'AIPTF : Akhila Karnataka Prathamik Shikshak Sangh (AKPSS). Les chercheurs nommés en charge des travaux par AKPSS étaient des enseignants, également membres du syndicat.

La recherche a été financée par l'Internationale de l'Éducation (IE) et la FNV (Fédération des syndicats néerlandais). L'IE a participé aux discussions notamment celles concernant le thème de recherche, les méthodologies à employer, le budget, la planification, le plan d'action et l'évaluation de l'étude. La coopération entre AIPTF, AKPSS et l'IE fut fertile dès le départ, *"car nous nous étions mis d'accord sur les objectifs de la recherche. Nous partagions une vision commune : pour réaliser l'EPT, nous devons ramener à l'école les enfants qui abandonnent leur scolarité".*

Dès le lancement des travaux de recherche, des personnes à tous les niveaux de la communauté furent impliqués, dont : des parents, des enseignants, des ONG et des dirigeants locaux. *"C'est le seul moyen de coopérer. Si vous écartez les acteurs clés, le succès de votre étude sera compromis." AIPTF montre ainsi combien il est important d'impliquer les principaux acteurs dans les activités de recherche. "Un des obstacles rencontrés par nos chercheurs dans le cadre de la recherche, est qu'ils n'avaient pas accès à certains ménages. Ils se voyaient refuser l'accès au portail de certains appartements. Nous nous sommes rendu compte que les représentants gouvernementaux eux-mêmes n'avaient pas non plus pu pénétrer dans ces appartements, dans le cadre de leur propre recherche sur l'abandon scolaire. Nous avons toutefois réussi à obtenir les informations dont nous avons besoin, grâce à des membres de la communauté, qui eux avaient accès à ces ménages".*

En Inde, l'éducation est un sujet qui relève de l'État. Cela signifie que les gouvernements de chaque État sont responsables des pratiques éducatives (salaires des enseignants, programme scolaire etc.) en vigueur dans l'État concerné. Le syndicat a pensé qu'il serait préférable de ne pas impliquer le gouvernement de Karnataka, jusqu'à ce que la recherche soit menée à terme. AIPTF a décidé de présenter les résultats au gouvernement une fois le rapport de recherche publié. *"A ce stade, nous étions en mesure de fournir des données et de démontrer que les conclusions de l'étude précédemment menée par le gouvernement de Karnataka étaient inexactes. Nous étions capables de prouver que le taux d'abandon scolaire est effectivement élevé dans cet État. Nous pouvons*

également mettre en évidence les réalisations positives de notre programme pour ramener des enfants déscolarisés à l'école ".

Les répercussions de la recherche sur les politiques

La publication en 2006, du rapport présentant les résultats de recherche du syndicat : "L'aube dorée : l'abandon scolaire des enfants" ("Golden dawn. Drop-out Children") a coïncidé avec la Conférence sur l'éducation organisée par l'État de Karnataka, sur le thème de l'abandon scolaire. Voici quelques-unes des raisons évoquées par AIPTF pour expliquer le succès de leur étude :

- Le projet a eu des répercussions sur l'ensemble de la communauté et a prouvé qu'il était possible de ramener les enfants à l'école, en dépit de leur situation de pauvreté. *"Les officiels ont le sentiment que les syndicats d'enseignants ne se préoccupent pas réellement des systèmes éducatifs et du bien-être des enfants et que nous nous intéressons surtout aux questions salariales et autres thèmes connexes. Ceci dit, nous sommes nous-mêmes des enseignants et nous avons notre mot à dire à ce sujet."*
- Le lobbying a été conjointement mené avec les parents, les tuteurs, les enseignants et les dirigeants de la communauté. *"Ils ont été sensibilisés à la gravité du problème et souhaitaient que cela change."*
- Une campagne d'envergure a été mise en œuvre.

Que pense AIPTF de l'impact provoqué par le projet de recherche ?

- AIPTF a réveillé les gouvernements étatiques. La question de l'abandon scolaire est désormais considérée plus sérieusement par les gouvernements des différents États d'Inde. Le gouvernement de Karnataka a admis l'inexactitude des données publiées dans l'étude réalisée à son initiative.
- Le gouvernement de Karnataka a explicitement reconnu le travail remarquable du syndicat, pour ramener les enfants à l'école.
- De nombreux enfants ayant abandonné l'école y sont retourné après la recherche. La majorité d'entre eux y est restée.
- Le syndicat a dispensé aux enseignants de l'État de Karnataka, des formations sur l'importance de l'EPT, sur les objectifs du syndicat ainsi que sur les moyens de ramener les enfants à l'école.
- Le gouvernement de Karnataka a accepté de demander à tous les officiels des différents districts de coopérer avec AKPSS et d'aider le syndicat à mettre en œuvre des activités destinées à ramener les enfants à l'école et ce, à tous les niveaux de scolarité. Le gouvernement d'État a accepté de collaborer avec les dirigeants du syndicat national.
- Le syndicat dispose aujourd'hui d'un meilleur statut qu'auparavant.
- Le projet a eu des répercussions sur l'ensemble des domaines d'action du syndicat : *"Nous avons organisé des formations sur cette problématique, mené de nombreuses actions de plaidoyer et des campagnes ; cela a été favorable pour le développement de nos propres politiques syndicales. Nous avons formulé des objectifs à long et à court terme."*
- L'étude a stimulé les affiliés d'AIPTF. Elle a encouragé un certain nombre de syndicats à s'impliquer dans des activités de recherche. Plusieurs autres études sont actuellement réalisées par des affiliés d'AIPTF dans les différents États d'Inde, notamment une étude sur l'absentéisme des enseignants (dans les états d'Orissa, Maharashtra et Jharkhand) ainsi qu'une étude visant à évaluer la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous (dans les États de Bihar, Meghalaya et Tamil Nadu). Une étude portant sur l'abandon scolaire est également en cours dans l'État d'Uttar Pradesh.

CTERA: " Santé et conditions de travail des enseignants en Argentine "

Définition de la question de recherche

En 1993, CTERA décida d'enquêter sur la santé des enseignants en Argentine. Cette démarche fut entreprise pour répondre à un besoin latent d'analyse de cette question.

L'équipe de chercheurs de CTERA ainsi que les dirigeants du Comité exécutif du syndicat, déterminèrent le thème exact de la recherche ainsi que sa forme et l'étendue des informations de fond à couvrir. Pour CTERA, l'objectif principal de cette initiative était de *"stimuler les discussions portant sur une problématique précise."*

La CTERA ne commissionne aucune étude à des intervenants extérieurs car le syndicat souhaite renforcer sa propre capacité à mener des activités de recherche. Pourquoi ? *"Parce que nous ne sommes pas d'accord avec le fait de recourir à des sources externes de production de données. Cela nous rendrait encore plus dépendant du "bon sens académique" d'autrui. De plus, nous ne souhaitons pas que les personnels (intellectuels) du secteur éducatif, subissent une aliénation sans cesse grandissante des connaissances qu'ils produisent dans le cadre de leur travail quotidien sur le terrain."*

Organiser la recherche et choisir qui impliquer ?

La recherche était dirigée à un échantillon représentatif de l'ensemble de la population enseignante d'Argentine et l'analyse des résultats fut effectuée par région. Chaque étude régionale fut conduite par un psychologue de métier et les enseignants impliqués dans ces travaux, reçurent une formation sur les méthodologies de travail. Il fallut trois ans pour mener à terme l'ensemble du processus de recherche et de rédaction, et le tout fut financé par CTERA.

CTERA préfère ne pas mandater de sources externes à la réalisation de travaux de recherche. Ainsi, le syndicat a fondé son propre institut de recherche : le Marina Vilte qui emploie actuellement dix chercheurs. Tous ont effectué un parcours universitaire et deux d'entre eux sont aussi des dirigeants syndicaux.

40

Les répercussions de la recherche sur les politiques

En 1996, Kapelus (une maison d'édition argentine de manuels scolaires) publia les résultats d'une étude intitulée : "Santé et enseignement" ("Salud y Trabajo Docente", actuellement en rupture de stock). Selon CTERA, les résultats obtenus ont joué un rôle important dans l'orientation des idées soutenues par les représentants syndicaux et cette publication a également été utilisée dans l'enseignement supérieur à travers toute l'Argentine.

CTERA déclare que l'étude a surtout eu un impact au niveau du syndicat.

"Et, comme le souligne le syndicat, bien que sur base des résultats de recherche, les gouvernements nationaux, provinciaux et les agences internationales se soient efforcés de modifier certaines lois du travail comme par exemple l'élargissement du spectre des maladies reconnues comme étant liées à l'activité professionnelle, les conditions politiques du moment ont empêché leur mise en œuvre effective."

Parmi les autres exemples mentionnés par CTERA pour illustrer l'impact de l'étude, on trouve notamment les points suivants :

- Grâce à la recherche, des décisions ont été prises notamment, concernant des politiques relatives au travail en faveur de consultations entre employeurs et employés ou de l'élaboration d'Accords collectifs de travail ainsi que pour la formation de membres syndicaux.
- La recherche a permis à CTERA de renforcer sa propre base de données et de production d'information. *"Nous pourrions utiliser ces données pour énoncer des propositions aux gouvernements nationaux et provinciaux. Le fait que nous soyons nous-mêmes la source de production de ces données, nous permet de rapprocher plus aisément de notre syndicat les autres organisations académiques, en vue de jouer ensemble un rôle politique"*.

Läraryrbundet: " Les qualifications des enseignants."

Définition de la question de recherche

L'idée d'un thème de recherche émerge généralement du siège de Läraryrbundet. Les idées sont ébauchées en interne et développées jusqu'à ce que le syndicat définisse une question spécifique à

traiter. Le syndicat d'enseignants suédois explique comment il détermine les problématiques susceptibles de présenter un intérêt particulier pour ses affiliés.

"De nombreuses discussions ont cours. Néanmoins, c'est le Bureau exécutif qui fixe le cadre global de la recherche. Il nous indique également les aspects généraux à prendre en compte". Alors que le Bureau exécutif détermine l'axe global de la recherche, les membres seniors du Département en charge du développement professionnel et des conditions de travail, concentre ses efforts sur la formulation précise des questions de recherche et sur l'organisation du travail.

Une des études de Lärarförbundet ayant eu le plus d'impact au niveau politique, fut celle consacrée aux qualifications des enseignants (2004). La Suède note depuis 1992 un déclin du taux d'enseignants ayant reçu une éducation formelle à la profession. Le syndicat d'enseignants suédois souhaitait donc politiser le fait que l'enseignement primaire et secondaire regorgeait d'un nombre significatif d'enseignants n'ayant reçu aucune formation professionnelle. Grâce aux débats menés en interne, des solutions en adéquation avec les objectifs du syndicat, furent énoncées. La nécessité de fournir une formation adéquate aux enseignants, apparut dès lors à tous, comme l'élément principal à mettre en exergue.

Une fois que Lärarförbundet eut clarifié le problème, proposé une solution et identifié les changements à mettre en œuvre en vue d'appliquer la solution énoncée, il lui fut d'autant plus aisé de dégager une question de recherche précise et d'envisager une méthodologie adaptée aux objectifs fixés. *"Notre question de recherche était la suivante : Quel est l'état actuel de la formation des enseignants ? Quel est le cursus scolaire des enseignants d'aujourd'hui dans l'enseignement primaire et secondaire ?"*. La formulation de la question de recherche leur permit de définir la méthodologie la plus adéquate pour leur recherche. Comme le déclare Lärarförbundet, le choix d'une méthodologie adaptée à la question de recherche s'effectue en fonction de l'auditoire cible et des objectifs visés par l'étude à entreprendre.

Organiser la recherche et choisir qui impliquer ?

Comme cela a été mentionné auparavant, Lärarförbundet dispose d'un Département en charge du développement professionnel et des conditions de travail, composé d'environ dix à quinze membres d'expérience, qui consacrent (en partie) leur temps à des activités de recherche. Trois d'entre eux sont généralement impliqués dans la formulation des questions de recherche pour chaque projet. Les activités de recherches sont attribuées à tel ou tel membre en fonction des connaissances de chacun. L'officier de presse participe également au processus de recherche. Pour quelles raisons ? *" Parce que nous voulons informer le public sur notre recherche, nous voulons changer les politiques "*.

La recherche de Lärarförbundet a été élaborée conjointement avec un autre syndicat d'enseignants : Lärarnas Riksförbundet, afin de mettre en lumière la nécessité de fournir une formation adéquate aux enseignants. Les présidents respectifs des deux organisations ainsi que leurs deux vice-présidents, ont reconnu que cette question devait faire l'objet d'une étude approfondie. Trois membres du syndicat Lärarnas Riksförbundet et cinq de Lärarförbundet ont été impliqués dans le projet. La collaboration fut possible grâce aux objectifs communs que partageaient les deux organisations. *"Nous sommes un syndicat d'enseignants. Tout ce que nous entreprenons doit déboucher sur de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires pour les enseignants. Si les écoles s'améliorent, les enseignants seront mieux rémunérés. Par conséquent : améliorer l'éducation constitue un point de départ plus intéressant pour engager des négociations sur les salaires"*.

Le succès de la collaboration entre les deux syndicats repose également sur le fait qu'ils étaient d'accord sur les objectifs de l'étude et qu'ils disposaient d'un agenda commun concernant la question centrale de leur recherche. *"Il n'y avait absolument aucun conflit attisé par des divergences de points de vue. Nous négocions et échangeons nos idées "*.

En plus de s'associer à un autre syndicat d'enseignants pour définir la question de recherche de son étude, Lärarförbundet fit également appel à une organisation externe pour la mise en œuvre effective des travaux. Reconnaissant l'impact considérable des données statistiques et factuelles sur les médias et les politiques, ils eurent recours à "Statistics Sweden" - l'autorité centrale du gouverne-

ment en matière de statistiques officielles- pour couvrir certains aspects de leur recherche : *"Statistics Sweden a pu par exemple nous fournir des chiffres sur le cursus académique des enseignants. Nous avons ainsi découvert que plus de 4300 enseignants n'avaient jamais suivi d'études universitaires"*. Ce type de coopération peut au final, renforcer la qualité de la recherche engagée et peut concourir à attirer l'attention des politiques sur une question urgente.

Les répercussions de la recherche sur les politiques

Plusieurs rapports (5) sur les qualifications des enseignants ont été publiés entre 2004 et 2006 et présentés aux politiciens. Pourquoi ce projet a-t-il été couronné d'un tel succès ? Pourquoi a-t-il eu un impact au niveau des politiques ? Selon Lärarförbundet, le succès de l'étude s'explique par les raisons suivantes :

- Les données étaient éloquentes et représentaient le type d'information dont les médias raffolent. *"Si vous déclarez : 1 enseignant sur 5 n'a pas la formation adéquate pour enseigner, voilà le genre d'information que les médias adorent"*.
- Lärarförbundet sait comment faire du lobbying. Les résultats ont été remis aux politiciens lors d'évènements auxquels les médias étaient présents. Il y a donc eu une couverture médiatique du sujet dans la presse suédoise ainsi qu'aux actualités télévisées.
- Lärarförbundet dispose de personnel compétent aux postes de Responsable des relations presse et de Secrétaire de ce même département.
- La recherche menée conjointement par Lärarförbundet et un autre syndicat a permis aux deux parties d'en accroître l'impact généré.

Quelles ont été les répercussions de ce projet de recherche?

- La question de la formation des enseignants et de leurs qualifications est devenue une question politique primordiale en Suède.
- Le ministère de l'Éducation a demandé à un "Enquêteur spécial" de se pencher sur la question des qualifications des enseignants.
- Les activités de recherche ont été assorties d'une campagne axée sur la formation des enseignants. Du matériel promotionnel varié (boutons, T-shirts, tracts, affiches) fut distribué aux branches locales. La recherche a servi à fournir les arguments nécessaires au développement de la campagne.

SADTU: "Les facteurs qui déterminent l'offre et la demande d'enseignants dans les écoles publiques d'Afrique du Sud."

Définition de la question de recherche

SADTU fut incité à réaliser cette étude pour répondre aux inquiétudes liées à la prévalence du VIH parmi les enseignants d'Afrique du Sud et à l'impact de la pandémie sur la communauté enseignante et sur les élèves (comme par exemple, la pénurie d'enseignants et la surcharge de travail des enseignants).

SADTU a reconnu qu'analyser l'ampleur et la gravité du VIH/SIDA parmi les enseignants sans se préoccuper de l'ensemble du contexte éducatif – enseignement et apprentissage-, ne permettrait de comprendre que partiellement les défis considérables auxquels le monde éducatif est confronté. L'argument principal de la recherche, visait à faire valoir que l'analyse de l'impact du VIH/SIDA parmi les éducateurs devait tenir compte à la fois, de la situation dans les écoles et des conditions de travail des enseignants. En outre, il fallait également prendre en considération les différences historiques en termes de provision de l'éducation, qui ont eu pour effet de négliger certaines couches de la population (en particulier la population noire des zones rurales). Les principales questions de recherche, telles que formulées dans le rapport de recherche, sont les suivantes :

- 1) Quelles sont les caractéristiques types des établissements dans lesquels travaillent les enseignants ?

- 2) Existe-t-il des différences entre les provinces d'Afrique du Sud et au sein de ces provinces ?
- 3) Quelles initiatives pourraient être envisagées en vue de répondre aux difficultés identifiées ?

Comme le mentionne SADTU : *"il a été difficile d'établir le lien entre la situation des enseignants et la problématique du VIH/SIDA. Au départ, l'arène politique n'était pas ouverte aux questions liées au VIH"*. En vue de générer un soutien politique, il était donc essentiel de soigneusement formuler nos questions de recherche tout en gardant à l'esprit que ce sujet était politiquement sensible. Après avoir clairement énoncé les objectifs de notre étude ainsi que les questions clés à aborder, il fut décidé de combiner l'usage de méthodologies de recherche quantitatives et qualitatives.

Organiser la recherche et choisir qui impliquer

SADTU souhaite développer une unité de recherche au sein de son syndicat. A ce jour, l'organisation n'a pas bénéficié des moyens ou du personnel nécessaires pour entreprendre des activités de recherche approfondies et à grande échelle. En revanche, le syndicat finance les études réalisées à plus petite échelle grâce aux cotisations de ses membres. SADTU déclare: *"Nous pouvons procéder à des questionnaires rapides, mais nous ne sommes pas en mesure de lancer pour le moment, des travaux de recherche fondamentale"*. Du fait de l'envergure de la recherche engagée, il s'avéra nécessaire d'impliquer des intervenants externes pour soutenir SADTU entre autres, d'un point de vue financier et technique. Mais comme le souligne SADTU : *"Nous veillons à ce que nos contributions soient toujours prises en compte. Nous nous réunissons régulièrement avec les autres personnes impliquées. Nous voulons exercer un contrôle sur le contenu et la publication du rapport de recherche"*. Divers acteurs ont participé dès le départ à ce projet de recherche. Tel est le cas du Conseil pour la recherche en sciences humaines (Human Science Research Council), du Conseil pour la recherche médicale (Medical Research Council), des représentants du département de l'Éducation ainsi que du Conseil des relations de travail du secteur de l'Éducation. De SADTU aux chercheurs en passant par les représentants gouvernementaux, chacun a apporté sa pierre à l'édifice dès l'amorce du processus de recherche. Comme l'a souligné un des chercheurs impliqués : *"Nous avons examiné la proposition de recherche page par page et en avons discuté tous ensemble. Nous avons passé en revue la méthodologie à employer comme par exemple, en analysant ensemble les questionnaires. Nous étions tous activement impliqués dans la recherche et le rapport sur les politiques. Tous les éléments ont été discutés un à un par chacune des personnes impliquées"*.

Certaines des personnes interviewées sur ce projet ont été quelque peu critique, eu égard à la collaboration entre les différents participants. L'une des raisons évoquées à trait à l'envergure de l'étude réalisée (pour laquelle il a fallu interroger environ 24000 enseignants sélectionnés au hasard et effectuer sur chacun d'eux, des prélèvements sanguins et salivaires). La difficulté à clairement définir les responsabilités de chacun, fut également soulignée. Selon une source (ayant apporté un soutien financier et technique au projet) : *"La recherche doit être gérable sinon les participants perdent tout contrôle sur le processus. C'est cela qui est parfois arrivé avec ce projet"*. Malgré tout, la plupart des personnes interviewées qui ont contribué à cette étude, estime que le projet a été un succès.

Les répercussions de la recherche sur les politiques

Les résultats de recherche furent publiés en 2005. Interrogé sur les raisons qui ont fait que cette étude a eu un impact sur les politiques, le syndicat met en avant l'implication dans le projet, des meilleurs experts dans le domaine du VIH et de l'éducation ainsi que la stratégie de lobbying convaincante mise en œuvre.

L'impact de l'étude au niveau politique selon SADTU :

- Elle a amené le département de l'Éducation à diriger son attention sur la question de la pénurie d'enseignants et du VIH/SIDA. Cette problématique est désormais prise plus au sérieux.
- Davantage de moyens financiers seront attribués à la communauté enseignante dans les zones rurales.
- Un effort accru est consenti en vue d'attirer plus d'enseignants dans la profession.
- L'étude a contribué à renforcer la position de SADTU en termes de lobbying.

- La recherche a éclairé l'élaboration de politiques du syndicat ainsi que son programme de formation.

TTU: "Les conditions de vie et de travail des enseignants en Tanzanie"

Définition de la question de recherche

Depuis la mise en œuvre en 2001, du Plan de développement de l'éducation primaire (PEDP) en Tanzanie, les taux d'inscription des élèves ont considérablement augmenté sans qu'il y ait toutefois assez d'enseignants pour faire face à cette expansion de la demande.

La pénurie d'enseignants a donc entraîné entre autres, une surcharge des classes et la mise en place de systèmes de classes à double niveau. Dans les années 1980 et 1990, le système éducatif en Tanzanie s'est détérioré. L'économie nationale traversait une période difficile, les ressources se faisaient rares, les salles de classe étaient en mauvais état et le taux élevé d'inflation fit baisser considérablement les salaires des enseignants ce qui eut, entre autres pour effet de saper le moral des enseignants. Ces conditions persistent encore aujourd'hui. Les enseignants sont confrontés par exemple au manque de ressources, à l'absence formation adéquate ainsi qu'à l'insuffisance de matériel pédagogique approprié. En plus de tout cela, ils doivent enseigner dans des classes surchargées et se défaire des méthodes d'enseignement traditionnelles pour s'adapter aux nouvelles approches éducatives centrées sur l'enfant. TTU a le sentiment que la mise en œuvre effective et réussie du plan PEDP ne saurait aboutir, sans une pleine compréhension du point de vue des enseignants sur ces changements.

Le président de TTU, son Secrétaire général ainsi que son responsable du département de l'Éducation et de la Formation ont reconnu le besoin criant de recherches qui mettent en avant la perception qu'ont les enseignants de leurs propres conditions de vie et de travail. *"Nous menons des actions de plaidoyer en faveur de la qualité de l'éducation. Pour pouvoir promouvoir la qualité de l'éducation pour tous, nous devons avoir l'opinion des enseignants. Ils jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre du programme scolaire. Il est impossible de faire abstraction de leur point de vue ou de leur situation".*

Le syndicat d'enseignants avait un objectif de recherche précis : *"Nous souhaitons entre autres, accélérer la baisse du ratio enseignant/élève, mettre en lumière l'impact négatif du système de double classe causé par la pénurie d'enseignants et évoquer l'insuffisance des salaires des enseignants ainsi que la question des délais de paiements".*

Des méthodes de recherche qualitatives et quantitatives furent utilisées et une place privilégiée fut accordée à la voix des enseignants. *"Nous pensons que l'aspect quantitatif doit jouer un rôle sur l'aspect qualitatif de la recherche : il peut contribuer au succès de ce dernier. Les méthodologies qualitatives nous permettent de dégager des informations réelles et détaillées sur les personnes que nous interrogeons et elles favorisent une plus grande collaboration entre ces personnes et les enquêteurs. Le recours à des méthodes participatives est également très important".*

Organiser la recherche et choisir qui impliquer

L'étude fut conjointement menée par TTU et HakiElimu, une ONG tanzanienne indépendante qui œuvre pour transformer l'école et changer la société en Tanzanie, en encourageant la participation citoyenne dans la gouvernance de l'éducation. Pour ses activités de recherche, TTU préfère s'associer à des partenaires: *"Vous pouvez aider les autres et la mise en œuvre est plus simple à partir du moment où il y a une compréhension mutuelle entre les parties."* Avec ce projet, TTU et HakiElimu partageaient un objectif commun : promouvoir la qualité de l'éducation pour tous. Les deux organisations étaient convaincues que la recherche sur les conditions de vie et de travail des enseignants, allait aussi les aider dans leurs efforts de plaidoyer. HakiElimu a sponsorisé les activités de recherche.

L'ONG et le syndicat ont décidé ensemble des personnes à impliquer et ont clairement défini les tâches à accomplir. Afin de veiller au respect de la diversité socioculturelle, des activités de recherche ont été menées dans sept districts. TTU et HakiElimu ont engagé un consultant indépendant, professeur de l'Université de Dar es Salaam, avec lequel ils ont élaboré un document

présentant le cadre conceptuel de la recherche. Sept autres assistants d'expérience, ont également participé à cette étude dont, des professeurs d'université (également de Dar es Salaam). Par ailleurs, sept assistants- tous enseignants- furent sélectionnés dans les différents districts concernés. Afin d'encourager une bonne compréhension mutuelle entre tous les participants au projet, les quatorze chercheurs furent impliqués dans l'avant-projet initial concernant les dispositifs de rassemblement des données. Leurs commentaires et suggestions furent intégrés dans le cadre de ces dispositifs, avant d'être traduits en Kiswahili, la lingua franca de Tanzanie. TTU déclare : *"Nous avons travaillé ensemble sur les dispositifs et l'orientation de la méthodologie. Notre coopération fut bénéfique pour permettre à chacun de profiter du savoir de l'autre."*

Les répercussions de la recherche sur les politiques

"TTU souhaitait mettre à jour le point de vue des enseignants sur leur environnement social et leurs conditions de travail. En tant que syndicat représentant des enseignants, il est de notre devoir d'aborder les questions qui les préoccupent. Les résultats de la recherche renforceront l'action engagée par TTU en faveur de l'amélioration des conditions et du statut des enseignants, par le biais de négociations avec les gouvernements."

Cette citation est issue de l'introduction du rapport publié en 2004 et intitulé : "Les conditions de vie et de travail des enseignants en Tanzanie" ("The Living and Working Conditions of Teachers in Tanzania"). Les résultats de recherche ont effectivement permis d'appuyer les efforts consentis par TTU, en vue d'améliorer la situation des enseignants. Selon les acteurs impliqués, l'impact produit par cette étude sur les politiques tient à plusieurs facteurs :

- Une stratégie de plaidoyer convenablement articulée. " Nous visitons entre autres, les membres du Parlement de manière régulière. Nous leur faisons part des données rassemblées."
- Les messages clés de l'étude étaient clairs, tout comme les recommandations.
- La diffusion des résultats de recherche s'est faite de manière à faire monter la pression de l'opinion publique. " Engager des recherches ne compte que pour 10% du processus intégral. La communication représente les 90% restants. Vous devez communiquer vos résultats de manière à faire monter la pression publique. Aucun pouvoir en place ne pouvait ignorer les questions que nous évoquions, car notre lobbying bénéficiait de l'appui de l'opinion publique."
- La pertinence de cette étude pour toutes les personnes de la société, fut mise en avant.
- Visibilité des résultats.

Concernant les répercussions de la recherche :

- Le Président a demandé au ministre des Finances de verser les salaires des enseignants le 23^{ème} jour de chaque mois et cette mesure a été mise en œuvre.
- TTU a intégré les résultats de sa recherche dans son programme de formation.
- La recherche a renforcé la position du syndicat dans le cadre de ses efforts de plaidoyer en faveur d'une formation adéquate en cours de service pour les enseignants du primaire.
- Les politiciens considèrent désormais plus sérieusement les revendications et les points de vue des enseignants. *"Nous en avons la preuve avec les revendications des enseignants. Nous avons entre autres, montré aux décideurs politiques que les enseignants ne recevaient pas un soutien (matériel) adéquat. Nous disposions de données pour chaque district en Tanzanie. Il s'agissait de voix d'électeurs. Nous avons le sentiment que les politiciens veulent s'informer, grâce aux activités de recherche conduites par TTU. Cela renforce aussi leur popularité auprès des enseignants"*.

3.4 Recommendations Inventory

Dans les tableaux ci-dessous, les points suivants : "ce que vous devez savoir", "ce que vous devez faire" et "comment procéder" se rapportent au contexte politique, aux preuves, aux liens et aux influences externes. Ce tableau présente un éventail des recommandations formulées par les différents groupes interviewés dans le cadre de ce rapport, ainsi que d'autres recommandations énoncées dans le guide sur la recherche des auteurs Start et Hovland.

Encart 3 Ce que les syndicats d'enseignants doivent savoir

Le contexte politique:

- Qui sont les décideurs politiques clés dans le secteur de l'éducation ?
- Existe-t-il une demande en faveur de certaines recherches et d'idées nouvelles, de la part des décideurs politiques ?
- Quelles sont les sources de résistance ?
- Quel est le contexte relatif aux politiques ?
 - Quelles sont les structures d'élaboration des politiques ?
 - Quels sont les processus d'élaboration des politiques ?
 - Qu'est ce qui constitue un cadre d'action pertinent en matière de politiques ?
 - Quelles sont les opportunités et le timing à considérer en vue d'une contribution dans les processus formels ?
- Comment les structures et les intérêts politiques, sociaux et économiques à l'échelon mondial, national ou des communautés affectent-ils les changements mis en œuvre par les décideurs politiques ?
- Qui fixe les objectifs relatifs aux politiques d'éducation et évalue leur rendement ?
- En quoi les suppositions et les informations les plus répandues (préciser lesquelles ?) concernant les questions d'éducation influencent-elles le développement de politiques ? Dans quelle mesure les décisions sont-elles routinières et qui fait preuve de soutien ou de résistance face aux changements

Preuves:

- Quelles sont les théories courantes qui prévalent actuellement en matière d'éducation et que vous souhaitez examiner ?
- Dispose-t-on de preuves suffisantes ? (par ex. sur base de recherches, de l'expérience)?
 - Dans quelle mesure les preuves sont-elles contradictoires ?
- De quel type de preuves dispose-t-on ?
 - Quel type de preuves peut servir à convaincre les décideurs politiques ?
 - Comment les preuves sont-elles présentées ?
- Ces preuves sont-elles pertinentes, fiables et applicables ?
- Les sources et les preuves sont-elles perçues comme crédibles par les acteurs clés en matière de politiques ?
- Comment ces preuves ont-elles été rassemblées et par qui ?
- Y a-t-il des informations ou des études qui ont été ignorées et pourquoi ?

Liens:

- Qui sont les acteurs clés ?
- Qui sont les experts ?
- Quels sont les liens et réseaux qui existent entre eux ?
- Quel rôle jouent-ils ? Qui sont les intermédiaires entre la recherche et les politiques d'éducation ?
- De quelle source proviennent les preuves et les recherches diffusées par ces intermédiaires ? Pourquoi ?
- Quelles sont les personnes et institutions qui disposent de suffisamment de pouvoir pour être en mesure d'influer sur les politiques éducatives ?

Influences externes :

- Qui sont les principaux acteurs mondiaux, dans le cadre des processus d'élaboration de politiques ?
- Quelle influence exercent-ils ? Qui exerce une influence sur eux ?
- Quelles sont leurs priorités en termes d'aide et d'agenda relatif aux politiques éducatives ?
- Quelles sont leurs priorités en termes de recherche sur l'éducation et sur les mécanismes éducatifs ?
- Quelles sont les politiques des bailleurs de fonds qui financent la recherche ?

Encart 4 Ce que doivent faire les syndicats d'enseignants

Contexte politique :

- Apprendre à connaître les décideurs politiques, leurs agendas et leur limitations.
- Identifier les alliés potentiels et les opposants.
- Se préparer à saisir toute opportunité d'intervention dans les processus de politiques courants.
- Être à l'affût de, et réagir à, toute ouverture inopinée en matière de politiques.

Preuves :

- Etablir sa crédibilité sur le long terme
- Trouver des solutions pratiques aux problèmes rencontrés.
- Imposer sa légitimité.
- Mettre en avant un projet convaincant et présenter des alternatives claires en matière de politiques.
- Communiquer de manière efficace et précise.

Liens :

- Se familiariser avec les autres acteurs clés du secteur éducatif.
- S'intégrer aux réseaux déjà existants dans le domaine de l'éducation.
- Développer des coalitions avec des acteurs qui défendent des intérêts similaires aux vôtres.
- Rechercher de nouveaux réseaux sur les politiques.

Influences externes :

- Se renseigner sur les bailleurs de fonds, leurs priorités, leurs limitations.
- Identifier les alliés potentiels, qu'il s'agisse d'individuels ou de réseaux.
- Établir votre crédibilité
- Surveiller les politiques des donateurs et être à l'affût d'ouvertures éventuelles en matière de politiques.

Encart 5 Comment les enseignants peuvent-ils influencer sur les politiques ?

Contexte politique :

- Essayer quand cela est possible, de collaborer avec les décideurs politiques (en fonction du contexte politique dans lequel le syndicat doit œuvrer)
- Chercher des opportunités de coopération avec d'autres partenaires.
- Mettre en œuvre des programmes de recherche qui incluent des événements de premier plan, en faveur des politiques.
- Octroyer suffisamment de temps et de ressources au projet.

Preuves :

- Elaborer des programmes de grande qualité.
- Utiliser des approches participatives pour vous aider à établir votre légitimité et à mettre en œuvre votre projet.
- Adopter et conserver une stratégie de communication claire, dès le début du projet.
- Tirer profit des avantages de la communication face à face.

Liens :

- Développer des partenariats entre chercheurs, décideurs et utilisateurs des politiques.
- Identifier tous les contacts clés.
- Mettre à profit toutes les sources de contacts informels.

Influences externes :

- Se documenter sur les politiques des bailleurs de fonds.
- Transmettre aux donateurs des informations précises concernant les termes de référence, la méthodologie et les objectifs de votre recherche.
- Maintenir un contact régulier avec tous les contacts clés.

3.5 Conclusions

Les études de cas sont une illustration concrète de la manière dont la recherche peut influencer sur les politiques. Les études réalisées par AIPTE, CTERA, Lärarförbundet, SADTU et TTU, ont toutes eu un impact considérable au niveau politique (à l'échelon des syndicats, des États ou des pays). En dépit de la diversité des contextes dans lesquels évoluent les syndicats, il existe un certain nombre de caractéristiques communes à tous, en termes de gestion des activités de recherche. Cela concerne notamment : la planification minutieuse du projet de recherche, l'identification des objectifs, la répartition précise des tâches à accomplir ainsi que la diffusion ciblée de messages clés à l'intention d'auditoires particulièrement pertinents (en termes de politiques).

Lorsque les syndicats d'enseignants cherchent à influencer sur des politiques, ils doivent examiner le message à transmettre et déterminer si leur recherche est assez complète pour garantir une communication effective. Le message abordera sans détour la problématique en question. Il devra être pertinent et faire explicitement ressortir son lien avec une loi ou une politique spécifique. En outre, il servira à mettre en exergue les changements envisagés et la manière de les mettre en œuvre.

L'auditoire cible est une considération déterminante. Il est essentiel de définir l'auditoire cible ainsi que les membres du gouvernement et les leaders d'opinion à influencer. Il est également primordial d'identifier toute personne soutenant déjà les politiques que vous proposez. Les projets de recherche doivent servir à reconnaître et analyser les besoins et préoccupations des différents acteurs concernés. Ils doivent aussi concourir à déterminer à qui, les politiques énoncées seront susceptible de profiter ou de nuire.

Enfin, les syndicats doivent examiner la manière de transmettre un message à leur auditoire cible. Ils doivent s'interroger sur les moyens de diffusion les plus adéquats et se pencher sur la formulation du message. Les syndicats doivent également se poser les questions suivantes : qui sera chargé de la transmission du message et de quelle manière s'opèrera-t-elle ? Quels alliances et contacts pourraient être mis à profit en vue de soutenir le projet et quel serait le moment le plus opportun pour le promouvoir ?

Gardez ces questions à l'esprit lorsque vous élaborerez votre stratégie en vue d'utiliser la recherche pour influencer sur l'agenda relatif aux politiques d'éducation. Certes, le succès de votre démarche ne peut pas être totalement garanti mais il est toutefois fort probable que grâce à vos résultats de recherche, vous réussissiez à avoir un impact sur les politiques en question.

Chapitre 4

Comment mener à bien une étude ?

La mise en œuvre effective de travaux de recherche relève souvent d'une expérience à la fois, plaisante et enrichissante. Elle suppose de laisser derrière soi la routine journalière afin de s'embarquer dans une grande aventure propice aux révélations. Ceux qui choisissent d'explorer ce terrain, pourront parfois y faire des découvertes surprenantes. Peu de syndicats d'enseignants disposent d'une expérience assez conséquente pour être en mesure d'initier et de mettre en œuvre des travaux de recherche. Il est donc essentiel de rappeler quelques principes fondamentaux, qui pourront s'avérer utiles dans le cadre d'un processus de recherche. Ce chapitre fournira des lignes directrices concrètes sur la manière de réaliser des recherches fiables.

Ce chapitre abordera tout particulièrement les questions suivantes : En quoi consiste une recherche fiable et détaillée ? Qui effectuera la recherche ? Et : Quels sont les obstacles pouvant survenir en cours de réalisation ? L'expérience de chacun des syndicats mentionnés AIPTF, CTERA, Lärarförbundet, SADTU et TTU sera mise à profit et utilisée en vue de s'attaquer aux questions relatives au lancement de la recherche, à la formulation des questions de recherche ainsi qu'à l'identification des personnes à impliquer dans le projet.

Encart 6

Suggestions d'AIPTF:

- La recherche doit servir à améliorer la qualité de l'éducation.
- Par nature, la recherche doit consister en une démarche participative et s'appuyer sur une approche ascendante.
- Concentrez-vous sur des études de cas. Celles-ci sont très importantes car elles reflètent la réalité.
- Attirez l'attention sur vos résultats.

49

Encart 7

Suggestions de SADTU

- Ne réinventez pas la roue !
- Limitez le champ d'action couvert par votre recherche. Soyez clair sur ce que vous souhaitez accomplir.
- Engagez un travail préparatoire dans le domaine concerné. Assurez-vous de bien préparer le terrain avant de lancer la recherche. Rendez-vous dans les écoles et discutez avec les gens.
- Rassemblez toutes les informations et preuves déjà existantes.
- La recherche qualitative vous fournit des cas réels. Utilisez-la en combinaison avec des méthodes quantitatives. Les questionnaires détaillés ne sont pas des outils concluants.
- Servez-vous des forums d'enseignants et organisez des débats sur les problématiques au cœur de votre recherche.

4.1 Rédiger une proposition de recherche

Une proposition de recherche cohérente est un document qui énonce la question de recherche, la perspective du chercheur et la manière envisagée de traiter la question. Avant même d'amorcer des travaux de recherche quels qu'ils soient, il est essentiel de s'interroger sur ce que ce que l'on souhaite rechercher ainsi que sur la finalité des travaux à entreprendre. Définir le problème constitue une étape cruciale. Sans une définition structurée du problème et par la même, de la question de recherche, le projet restera vague et incohérent. La définition claire et ciblée du problème joue

également un rôle critique sur les résultats de la recherche. L'incapacité à reconnaître et à formuler la question à traiter, constitue un des obstacles les plus manifestes au succès d'une recherche. Le fait de spécifier la problématique, permet de clarifier le champ d'action du projet. Cette démarche implique donc de déterminer les caractéristiques, les limitations et l'objectif du thème de recherche. La définition du problème devrait comporter une déclaration d'intention et les objectifs qui y sont liés, la définition précise du thème de recherche ainsi que l'orientation spécifique du projet. Afin d'identifier et d'énoncer la problématique de recherche, il est nécessaire d'envisager toute situation selon une certaine perspective (politique). La définition du problème devrait faire émerger des questions fondamentales qui pourront faire l'objet de recherches empiriques.

Lorsqu'AIPTF, CTERA, Lärarförbundet, SADTU et TTU décrivent les mécanismes sous-jacents à leurs travaux de recherche, ils commencent invariablement par définir un thème de recherche prédominant. Ces thèmes peuvent s'inspirer des difficultés auxquelles les enseignants sont confrontés ou peuvent concerner des problèmes éducatifs existant au sein de la société et qui demandent à être examinés de manière plus approfondie. Les syndicats organisent des débats sur ces questions, durant lesquels ils tentent de dégager des solutions potentielles. Sur base des discussions engagées, ils énoncent des questions de recherche qui pourront servir à réunir des preuves. Les syndicats sélectionnent également les différents types de recherches les plus appropriés pour répondre à leurs objectifs. Les chapitres précédents étaient centrés sur les diverses options de recherche envisageables pour les syndicats, dont notamment l'analyse des politiques ou la recherche académique.

L'engagement des parties prenantes dans le processus de définition des thèmes de recherche est une composante critique pour garantir une mise en œuvre réussie des changements relatifs aux politiques. Commencer par définir le thème puis aborder les solutions envisageables et enfin réfléchir aux changements nécessaires pour soutenir ces solutions, permettra d'énoncer des questions de recherche claires et de choisir une méthodologie particulièrement adaptée. En termes de planification de la recherche et de diffusion des données collectées, il est primordial d'adopter une approche structurée. Il est capital que le message à transmettre aux décideurs politiques soit clair et cohérent. Cela renforce en effet la portée de l'ensemble des messages énoncés et concourt, de fait, au succès de la communication s'y rapportant. D'autres perspectives peuvent également contribuer de manière pertinente à garantir la fiabilité d'une recherche et à s'assurer que sa structure résistera sans faillir à l'examen approfondi auquel elle sera soumise par la suite.

Les questions cruciales à aborder dans le cadre de la première étape du processus de recherche, sont :

- Quel est le cadre théorique de la recherche ? De quelle manière peut-on établir un lien entre le thème de recherche et la théorie correspondante ?
- Quelles seront les sources primaires et secondaires mises à profit ? Quelle sera la méthodologie employée ?
- Qui est impliqué dans le processus de recherche ?
- Quelles sont les échéances fixées pour mener à terme la recherche ?
- Qui constitue l'auditoire cible ? A qui le message doit-il s'adresser ?

Chacun devrait s'attacher à organiser une chaîne de raisonnement cohérente et explicite, en vue de communiquer efficacement à l'auditoire cible, le message clé de la recherche. Un travail de recherche rigoureux et logique aura plus de chances d'être favorablement accueilli par les décideurs politiques.

Conclusion:

La phase de développement de la proposition de recherche consiste à définir un problème et à dégager des questions de recherche et une méthodologie claires et précises. Il est donc important d'élaborer une proposition de recherche simple et accessible.

Encart 8

Suggestions de TTU

- Une recherche solide doit favoriser l'action participative.
- Soyez clairs sur les questions que vous souhaitez aborder.
- Accentuez la pertinence de la recherche engagée pour chacun des membres de la société.
- Votre recherche doit fournir des solutions concrètes à des problèmes.
- Ayez recours à l'utilisation combinée de méthodes de recherche qualitatives et quantitatives.
- Utilisez un vocabulaire simple dans votre rapport de recherche. Celui-ci ne doit pas être trop volumineux.

4.2 Organiser la recherche & choisir qui impliquer ?

Une fois que la question de recherche est clairement établie, les syndicats d'enseignants doivent décider qui réalisera les travaux. Il est fondamental de disposer d'une équipe de recherche solide, car les compétences des chercheurs engagent à la fois la qualité du processus de recherche et le produit final.

Les décisions relatives au choix des personnes à impliquer dans les activités de recherche, suscitent de nombreuses interrogations. L'expérience de chacun des cinq syndicats impliqués reflète la complexité de ces décisions et montre combien certains choix peuvent aussi s'avérer particulièrement judicieux.

Une des décisions majeures que doivent prendre les syndicats d'enseignants concerne le fait d'effectuer eux-mêmes la recherche ou de commissionner les travaux à des sources externes. Certains syndicats d'enseignants ont développé la capacité de recherche de leur organisation. Lärarförbundet par exemple dispose d'un département en faveur du Développement professionnel et des conditions de travail, constitué de 10-15 personnes impliquées dans des activités de recherche. Ces personnes œuvrent en étroite relation avec le département chargé de l'élaboration de politiques et cette collaboration concourt à un renforcement bilatéral des objectifs relatifs à la recherche et aux politiques. Leur équipe est composée de scientifiques politiques, d'économistes, de statisticiens et d'enseignants. CTERA dispose également en interne, d'un groupe de recherche analogue et l'organisation préfère éviter de confier ses travaux de recherche à des sources externes. Les chercheurs du syndicat sont regroupés à l'Institut de recherches pédagogiques Marina Vilte [Instituto de Investigaciones Pedagógicas Marina Vilte]. CTERA décrit les avantages d'un tel mode de fonctionnement:

"Cela nous a permis de renforcer nos priorités concernant les questions à examiner. Nous avons formé un groupe de chercheurs stable et multidisciplinaire composé de psychologues, de pédagogues, de sociologues et d'historiens".

AIPTF a ajouté une composante " Recherche ", à son Département pour le développement professionnel des enseignants. Le syndicat ne souhaite pas utiliser les services de chercheurs extérieurs au syndicat ou à ses affiliés :

"Nous voulons nous appuyer sur des arguments qui portent notre empreinte. Nous ne souhaitons suivre les traces laissées par d'autres ! "

Certains syndicats d'enseignants pointent quelques-uns des avantages associés au fait de conduire soi-même les travaux de recherche :

- Les chercheurs et les enseignants partagent des objectifs communs ;
- Il est possible d'exercer un plus grand contrôle sur les relations entre la recherche d'une part et les objectifs politiques et priorités programmatiques du syndicat, d'autre part ;

- La consolidation des savoirs multidisciplinaires vient elle-même enrichir le processus de développement de politiques.

Cependant, il n'est parfois pas possible pour le syndicat d'engager des travaux de recherches en interne. Un certain nombre de personnes impliquées dans le projet et actives dans le secteur de l'éducation - dont des syndicats d'enseignants - affirment qu'il n'est pas souhaitable que les syndicats entreprennent seuls des activités de recherche. L'argument majeur évoqué pour soutenir ce point, met en avant les bénéfices d'une collaboration avec des sources externes dans le but de minimiser la subjectivité de l'étude. Certains sont également d'avis que la recherche doit être exclusivement réalisée par des instituts de recherche indépendants. Un des interviewés déclare :

"Les syndicats d'enseignants défendent des intérêts spécifiques. Lorsque vous défendez un intérêt précis, vous devriez toujours confier vos travaux de recherche à un institut indépendant".

Dans le cas où les recherches sont exécutées en interne, la subjectivité peut devenir un enjeu. Il est toutefois possible d'atteindre un degré d'objectivité acceptable si les recherches sont convenablement menées et qu'elles s'appuient sur des données fiables et recevables.

Décider en faveur de l'intervention de sources externes au syndicat, fait émerger un certain nombre d'interrogations. Il s'agit notamment de déterminer : à qui confier la recherche, comment communiquer au chercheur les objectifs fixés par les parties prenantes, comment contrôler de manière adéquate, la recherche en cours de réalisation et enfin, comment intégrer des résultats de recherche inopinés dans les objectifs relatifs aux politiques.

52

L'intervention d'autres acteurs clés dans les travaux de recherche peut non seulement contribuer à clarifier le processus de définition de la question de recherche, mais aussi renforcer l'impact de l'étude réalisée. La collaboration peut consolider la qualité de la recherche et concourir à affirmer la légitimité de l'étude aux yeux des décideurs politiques.

Dans le cadre d'une recherche collaborative, chaque partenaire devra tenir compte d'un certain nombre de points. Tout d'abord, il est nécessaire de spécifier qui est en charge de la définition du projet de recherche et quels sont les objectifs finaux qui sont fixés. Il est capital au commencement du projet, que l'agenda et les termes de référence aient été clairement communiqués aux parties, en précisant les objectifs communs et en délimitant les responsabilités de chacun. Un des chercheurs souligne : *"Les syndicats d'enseignants peuvent toujours impliquer des tiers, à condition qu'ils ne les laissent pas dicter le contenu de l'agenda de recherche"*. Des accords doivent être trouvés dès le commencement sur les domaines susceptibles de devenir des sources d'incompréhension et de conflit, comme les questions relevant de l'identité de marque et de la propriété de production ou de la manière dont les données seront converties en un document qui énonce des recommandations sur des politiques. La clé du succès d'une étude repose sur la communication entre les différentes parties. Cela implique d'organiser régulièrement et tout au long du processus de recherche, des séances de rétroaction avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet. Il est crucial que les chercheurs mandatés possèdent l'expertise adéquate pour répondre aux questions de recherche et qu'ils soient également disposés à interagir avec les divers intervenants, de manière ouverte et constructive. Ils doivent être informés des objectifs et des perspectives du syndicat de façon à bien appréhender le point de départ ayant motivé la recherche.

SADTU:

"Nous sommes en quête de chercheurs qui s'intéressent aux questions de travail. Nous sommes à l'affût de chercheurs capables de comprendre la culture syndicale".

Mandater des chercheurs en dehors de l'organisation implique plus de contrôle et de suivi de la part du syndicat. Celui-ci doit non seulement "avoir pleinement confiance dans le travail des chercheurs", mais aussi comme le souligne Lärarförbundet :

"Vous devez maintenir un contact régulier avec le ou les chercheur(s) impliqué(s) afin de vous assurer que le travail engagé va dans la bonne direction. Vous ne pouvez pas intervenir au bout d'un an et faire part de vos réclamations".

TTU met en garde contre les conflits d'intérêts pouvant survenir dans le cadre d'activités de recherche conjointes :

"Il est important de collaborer avec des organisations dont les orientations sont similaires à la vôtre. Toutefois, chacun doit défendre ses propres intérêts et objectifs. Assurez-vous qu'il n'y ait pas de perdant".

Un autre problème éventuel lié au fait de commissionner les recherches à l'extérieur du cadre syndical, concerne le risque de parvenir à des conclusions qui soient en contradiction avec les politiques et objectifs du syndicat. Lärarförbundet explique comment l'organisation fait face à cette question :

"Si des conclusions d'investigation vont à l'encontre de nos propres politiques syndicales, il est essentiel de changer de cap. Vous devez vous préparer à ce que les chercheurs aboutissent à des conclusions qui soient en opposition avec les politiques de votre syndicat. Si les chercheurs vous fournissent des résultats qui ne correspondent pas à vos attentes, vous devez au moins tenir compte des recommandations énoncées. Les faits peuvent constituer un défi pour votre politique syndicale. Cependant, vous devez être capable d'y faire face car les ignorer, n'est pas une option".

Même si recourir à des sources de recherche externes au syndicat, engendre un besoin accru en termes de communication et de contrôle, cela procure aussi des avantages qui s'étendent au-delà du simple fait de combler des carences internes en termes d'expertise. Une collaboration extérieure peut enrichir les politiques syndicales ou les mettre face à des idées et des voies encore inexploitées. CTERA décrit comment les relations avec les instituts académiques ont favorisé des échanges novateurs :

"Nous avons établi une relation de travail avec les instituts d'enseignement supérieur et les universités. Cette relation est importante et utile pour nous, car elle favorise les échanges entre universitaires, chercheurs et syndicats d'enseignants. Ce lien est essentiel dans le cadre de l'élaboration de politiques sociales, éducatives et celles relatives au travail et il permet aux syndicats et des universitaires, de se maintenir mutuellement à jour".

Conclusion

Les syndicats d'enseignants peuvent entreprendre eux-mêmes des recherches ou commissionner ces travaux à d'autres institutions. Le fait d'exploiter la capacité de recherche et de développement inhérente au syndicat a pour avantage de favoriser une plus grande adéquation entre les objectifs de recherche et ceux relatifs aux politiques. Cela permet également de renforcer le contrôle exercé sur l'orientation de la recherche et de consolider le savoir à disposition dans l'organisation. A contrario, mandater des sources externes pour conduire des recherches, fournit à l'organisation une expertise extérieure, dégage de nouvelles perspectives et manières de travailler et peut aussi permettre d'aboutir à une plus grande objectivité des résultats. Néanmoins, une telle démarche accentue aussi la complexité du processus de recherche. Il est toutefois possible de réduire ces inconvénients grâce à une planification et une communication rigoureuses. Lorsqu'elles sont gérées avec attention, les relations de travail avec les sources externes peuvent s'avérer bénéfiques.

Encart 9

Suggestions de CTERA

- Il doit exister une corrélation directe entre le contenu de la recherche et la nécessité de résoudre des problèmes auxquels les enseignants sont confrontés.
- Utilisez des méthodes participatives de façon à ce que le processus de recherche soit éducatif pour toutes les personnes impliquées. Pour ce faire, il est essentiel d'accorder des congés payés aux enseignants afin qu'ils puissent participer aux travaux. Cela leur permettra de disposer de temps pour s'associer à la recherche sans pour autant être économiquement désavantagés.
- Lorsque vous faites appel à des sources financières, veillez à ce que votre donateur n'essaie pas de mettre en avant un agenda caché. Orientez la recherche.
- Recourez à des bases de données nationales et internationales fiables, en matière de recherche.
- Développez votre propre base de données de recherche (CTERA n'a pas encore réalisé cet objectif.)

4.3 Obstacles et défis à surmonter

La nature même de la recherche fait qu'elle ne suit pas toujours les plans préalablement établis. Des problèmes peuvent survenir à n'importe quel stade du processus, dès que celui-ci est amorcé. Des événements extérieurs peuvent entraver le commencement des travaux, comme par exemple une insuffisance de fonds, une catastrophe naturelle ou encore un conflit civil qui rendrait inaccessible la zone d'étude concernée. L'énoncé des questions de recherche peut parfois constituer un obstacle, notamment dans le cas où la question couvre un champ d'action trop vaste ou qu'il existe des difficultés liées à la définition de concepts clés.

Le rassemblement de données constitue l'une des expériences les plus enrichissantes du processus de recherche, même si cette étape peut aussi faire émerger la plupart des défis rencontrés. La conjoncture politique d'un pays ou d'une région peut freiner l'obtention préalable d'un permis nécessaire au chercheur pour amorcer les travaux ou encore limiter sa liberté de déplacement et d'investigation une fois sur le terrain. Il se peut que les personnes auxquelles le chercheur doit s'adresser, décident de ne pas coopérer ou ne dévoilent que les informations qu'elles pensent que vous souhaitez entendre. Il peut aussi arriver de ne pas obtenir les autorisations nécessaires pour interviewer des acteurs clés ou de perdre des données essentielles.

Le dernier obstacle concerne la promotion des résultats de recherche. Dans une certaine mesure, le succès d'une recherche repose sur nous et sur notre capacité à promouvoir les résultats obtenus de manière proactive auprès des décideurs politiques et des médias. Néanmoins, cette étape échappe parfois à notre contrôle, lorsque par exemple un autre fait marquant vient vous "voler la vedette" et fait la une des médias à votre place.

Le financement de la recherche constitue un défi majeur supplémentaire pour les syndicats d'enseignants. Il peut s'avérer moins coûteux pour les syndicats d'engager des travaux en interne car les recherches mandatées à l'extérieur se révèlent particulièrement onéreuses. Les universités acceptent parfois de co-sponsoriser des travaux de recherche. Des bourses gouvernementales ou émanant d'organisations, peuvent être octroyées en vue de financer des projets de recherche. Les cotisations des membres du syndicat servent aussi (en partie) à soutenir les objectifs de recherche et ceux relatifs aux politiques.

Certains des acteurs interviewés mettent en garde sur le fait que les sponsors ne devraient exercer aucun contrôle sur le contenu des travaux ou sur le processus de recherche. La diversification des sources de financement et le maintien de l'autonomie en termes de prise de décision, constituent des solutions envisageables pour pallier ce problème.

Les différences de points de vue à l'intérieur du syndicat concernant le projet, peuvent faire émer-

ger des conflits centrés sur les priorités et les objectifs de la recherche engagée. CTERA explique comment l'organisation a su composer avec la diversité de ses membres et décrit en quoi ce point peut entraver la capacité du syndicat à définir un problème et un objectif communs :

"Nous sommes une fédération. Nous travaillons avec 26 syndicats répartis dans chacune des provinces du pays. Chaque district évolue dans un contexte éducatif différent. Par exemple, dans certaines provinces d'Argentine les enseignants et les élèves doivent faire face à un manque de matériel pédagogique alors que d'autres provinces sont confrontées à d'autres problèmes. Ainsi, au regard de la recherche, il est parfois délicat de formuler une définition de problème unique. Chaque enseignant est face à des problèmes spécifiques, relevant d'un contexte et de situations tout aussi spécifiques".

CTERA décrit les techniques utilisées par le syndicat pour relever les défis posés par une telle diversité. Leurs méthodes sont utiles pour d'autres organisations confrontées à des problèmes analogues :

"Comment faire face à ces différences ? Nous organisons des symposiums et des débats auxquels assistent des acteurs issus d'horizons divers, par exemple : des délégués de syndicats d'enseignants des diverses provinces, des organisations d'étudiants, des intellectuels, etc. Nous engageons ensemble des discussions sur les questions d'éducation et essayons de déterminer les problématiques et les questions qui nécessitent notre attention".

Le fait d'organiser des forums et de rassembler des membres dans un espace commun, nous permet d'aboutir à un consensus qui renforce le point de vue du syndicat et lui permet de gérer les thèmes de son agenda sur les politiques, par ordre de priorité.

Conclusion

Il est inévitable que des problèmes surviennent dans le cadre d'un processus de recherche, quel qu'il soit. Comme cela a été mis en évidence, les difficultés peuvent se manifester de diverses manières. Le manque de financement et les questions d'accès aux données n'en représentent qu'un échantillon. Les obstacles ne peuvent être entièrement évités. Toutefois, en étant convenablement préparé, organisé et en adoptant une approche proactive, le syndicat accroît ses chances de réaliser avec succès les objectifs qu'il s'est fixé, en matière de politiques.

Encart 10

Suggestions de Lärarförbundet:

- Renseignez-vous sur votre thème de recherche (en vous appuyant sur votre connaissance personnelle ou par le biais de littérature secondaire).
- Interrogez-vous sur la question suivante: que cherchons-nous à découvrir? Et: limitez-vous à la formulation d'une seule question gérable.
- Reportez-vous de nouveau à des documents de littérature secondaire.
- Dans le cas où vous nous ne seriez pas familier avec la manière de conduire des recherches, contactez quelqu'un qui sait comment procéder et qui connaît les méthodes de recherche à employer.
- Essayez de sélectionner des questions qui présentent un intérêt pour les politiciens. Le thème de recherche doit aussi être pertinent pour les personnes extérieures au syndicat.
- Rassemblez des données.
- La question de recherche détermine la méthode à employer, au même titre que les contraintes d'ordre économique et celles relatives à la durée.
- Rédigez un rapport.
- Énoncez des conclusions et des recommandations.
- Essayez de faire publier votre/vos rapport(s).
- Dernière remarque: La recherche doit s'appuyer sur des faits avérés et non sur des suppositions. Il en va de même pour les politiques. Vous ne pouvez pas manipuler les données factuelles comme vous bon vous semble. Si les données pointent dans une certaine direction, vous devez suivre cette orientation. Une recherche convaincante tient à sa capacité à suivre l'orientation vers laquelle les données l'entraînent.

Conclusion

L' "interconnectivité" qui caractérise le monde actuel a conféré à l'éducation un certain nombre d'avantages dont notamment, la création de nouveaux réseaux éducatifs. L'échange d'idées et de méthodologies éducatives à l'échelon mondial a permis entre autres, d'accroître l'accès global à des connaissances pédagogiques, de développer des approches éducatives centrées sur l'enfant et de sensibiliser davantage aux questions de genre. Bien que ces réalisations positives confèrent à la mondialisation l'image d'une force constructive, celle-ci peut aussi avoir des effets négatifs sur le monde "rapproché" d'aujourd'hui.

Les approches qui prévalent actuellement en matière d'élaboration de politiques économiques et éducatives, ont entraîné une augmentation des inégalités en termes d'accès à l'éducation et de résultats. Aujourd'hui, l'éducation semble être considérée comme une marchandise, plutôt que comme un bien social. Des mesures visant à augmenter l'efficacité à l'école ont été mises en œuvre au détriment de ceux qui ont le plus à perdre. Ces initiatives ont aussi accentué le fossé entre riches et pauvres.

Les tendances néolibérales dans le secteur de l'éducation, ont globalement eu un impact négatif sur la communauté enseignante. Les conditions de travail se sont détériorées, les salaires ont baissé et une pression considérable a été placée sur les épaules des enseignants.

Il reste encore de nombreux défis à surmonter en vue de réaliser l'Éducation pour tous. La communauté enseignante doit faire face à des préoccupations majeures dont : la pénurie d'enseignants, l'insuffisance des aménagements dans les établissements scolaires, les inégalités liées au genre, l'épidémie de VIH/SIDA et la "fracture numérique" émergente entre les pays développés et ceux en développement, ainsi qu'à l'intérieur des nations.

La recherche est souvent utilisée en tant qu'instrument permettant d'évaluer des initiatives et d'identifier les éventuels problèmes et leur impact, sur les bénéficiaires de l'éducation. Il s'agit donc d'un outil décisif dans le cadre de tout processus d'élaboration de politiques, qui est particulièrement plébiscité dans le contexte de mondialisation actuel. Certaines organisations prééminentes d'aide internationale, entreprennent des études sur l'éducation. Or, bon nombre des personnes interviewées affirment que ces organisations jouent un rôle prépondérant dans l'énonciation de l'agenda international relatif aux politiques éducatives. Pourtant, les recherches dirigées par ces organisations, en vue de répondre aux difficultés qui pèsent sur les systèmes éducatifs mondiaux, ont souvent conduit à l'élaboration de politiques standardisées. En outre, les recommandations qu'elles préconisent sont fréquemment considérées comme inadaptées aux dispositions locales. Afin que des politiques alternatives puissent intégrer le cœur de l'agenda éducatif mondial, il est essentiel que les idées énoncées soient appuyées par des travaux de recherche rigoureux. La recherche dans le domaine de l'éducation représente donc un outil déterminant, pour permettre aux syndicats d'enseignants du monde entier, d'influer de manière plus significative sur les politiques d'éducation.

Dans le cadre de cette publication, cinq syndicats d'enseignants ont été examinés et certains exemples tirés de leurs projets de recherche ont été passés en revue et débattus. Des spécialistes dans le domaine (international) de l'éducation ont également été interviewés et tous, ont unanimement souligné l'importance des syndicats d'enseignants dans le cadre de recherches primaires. Des arguments ont été fournis pour soutenir combien leur intervention est bénéfique, non seulement pour l'éducation au niveau national et international, mais aussi pour le syndicat per se.

L'engagement des parties prenantes est capital dans le processus de définition des thèmes de recherche. Afin d'être en mesure d'énoncer des questions de recherche précises et de choisir

une méthodologie appropriée, il est important de commencer par définir le thème de la recherche, d'examiner les solutions envisageables et de réfléchir aux changements à mettre en œuvre en vue de soutenir ces solutions. La méthodologie employée dépend de l'objectif fixé pour la recherche. Les recherches basées sur des enquêtes/questionnaires et sur l'analyse de données statistiques, fournissent des données brutes. Les informations recueillies dans le cadre d'interviews, de discussions de groupes et de séances d'observation participatives, procurent quant à elles des données relevant de la perception. Il a été souligné qu'aucune recherche n'est jamais totalement neutre. Les syndicats devraient tenir compte de ce point lorsqu'ils analysent leurs propres données de recherche ou celles émanant d'autres sources.

Les syndicats d'enseignants peuvent mener eux-mêmes des recherches ou mandater des sources externes à l'exécution de ces travaux. Le fait d'exploiter la capacité interne de développement et de recherche du syndicat, présente plusieurs avantages. Cela favorise notamment une plus grande adéquation entre les objectifs des politiques et ceux de la recherche, cela permet aussi d'exercer davantage de contrôle sur l'orientation de la recherche et de consolider les savoirs à disposition au sein du syndicat. A contrario, contracter des sources externes à la réalisation de recherches, fait apparaître pour l'organisation de nouvelles perspectives et manières de travailler et peut aussi concourir à une plus grande objectivité des résultats. Même si une telle démarche peut parfois renforcer la complexité du processus de recherche, il est possible d'atténuer ces risques grâce à une planification et une communication rigoureuses.

Comme l'ont souligné les cinq syndicats interrogés, la recherche primaire éclaire les activités relatives à la formation, au développement de politiques, au plaidoyer et à la publicité. Elle contribue au processus de décision en matière d'élaboration de politiques syndicales et permet aux syndicats de s'assurer que leurs politiques en vigueur, reflètent l'opinion des enseignants qu'ils représentent. Ce type de recherche tend aussi à appuyer le travail de plaidoyer du syndicat en l'enrichissant de preuves tangibles qui viendront renforcer les politiques de l'organisation. Les résultats des recherches menées par les syndicats sont intégrés dans leurs programmes de formation. Ces données viennent aussi consolider leurs contributions, lors de forums de discussion sur l'éducation. La recherche est également utilisée dans le cadre d'activités de publicité ou pour des publications à l'intention d'auditoires cibles très diversifiés. En d'autres mots : les cinq syndicats mis en exergue dans ce rapport se sont servis de la recherche pour soutenir leurs efforts dans les domaines de la formation, du développement de politique, des relations publiques et du plaidoyer.

La question majeure est de déterminer comment convertir les résultats de recherche en politiques concrètes ?

Afin que des recommandations fondées sur des données de recherche soient adoptées et appliquées sous forme de politique, il est essentiel de planifier rigoureusement le travail et d'être capable d'influer de manière déterminante. La recherche doit s'appuyer sur des preuves fiables et les recommandations relatives aux politiques doivent être clairement formulées et réalisables. Le succès du processus ne peut-être garanti. Il est toutefois possible d'augmenter ses chances de réussite, en soutenant des objectifs mûrement réfléchis et en accordant une attention particulière au choix de l'auditoire cible ainsi qu'aux techniques de communication à employer.

Les résultats de recherche doivent faire l'objet d'une présentation publique en vue d'impulser des discussions sur les politiques. Il est donc capital d'organiser des débats publics et de se servir des médias pour diffuser les résultats obtenus. En outre, il est pertinent de s'associer à d'autres acteurs du secteur de l'éducation afin de renforcer le poids des recommandations formulées. La majorité des personnes ayant contribué à la réalisation de ce document, ont

recommandé aux syndicats d'enseignants d'impliquer le gouvernement dans chaque étape du processus de recherche. Il convient néanmoins de souligner que la participation ou non du gouvernement dans un tel processus, dépend aussi du contexte (politique) dans lequel la recherche s'effectue. La participation du gouvernement et des décideurs politiques peut revêtir diverses formes, chaque situation et problématique pouvant justifier la mise en œuvre de stratégies différentes. La décision des syndicats d'enseignants à ce sujet tiendra compte de la manière la plus performante pour eux, de communiquer leurs recommandations politiques.

Lorsque les syndicats d'enseignants cherchent à influencer sur des politiques, ils devraient examiner leurs objectifs et messages clés et déterminer si leur recherche a abordé comme il se doit, les problématiques en question. Il est essentiel que le message à transmettre aux décideurs politiques par le biais de la recherche, soit clair et cohérent. Cela renforce la portée de l'ensemble des messages énoncés et de fait, concourt au succès global de toute communication s'y rapportant. Il est également indispensable de s'interroger sur les moyens les plus adéquats de diffuser un message clé à un auditoire cible et de déterminer le/les personnes susceptibles de coordonner la diffusion du message et de quelle manière. Pour la plupart des personnes interviewées, constituer des alliances avec d'autres acteurs qui défendent des causes identiques aux vôtres, est considéré comme une démarche à la fois productive et pertinente.

Cette publication a fourni des lignes directrices sur la manière d'engager, de commissionner et d'utiliser des recherches dans le but de promouvoir les objectifs politiques d'un syndicat. Elle a mis en lumière l'action de quelques syndicats, dont les travaux de recherches ont abouti à l'élaboration de politiques décisives et a souligné le rôle de la recherche en vue d'initier des changements ayant trait aux politiques d'éducation. Il a aussi été montré dans ce document, comment des études pouvaient constituer des outils particulièrement pertinents pour appuyer la contribution des syndicats dans l'agenda sur l'éducation.

Ce rapport a été rédigé dans le but d'encourager les syndicats d'enseignants à jouer un rôle proactif dans le domaine de la recherche, de façon à ce qu'ils puissent faire davantage entendre leur voix et accroître leur influence sur l'élaboration de l'agenda relatif à l'éducation.

Nous espérons que les points de vue mis en exergue et les lignes directrices présentées dans ce document, vous encourageront à engager des activités de recherche et contribueront à renforcer votre voix sur les questions liées aux politiques d'éducation, tant au niveau national qu'international.

Annexe 1: Liste des organisations interviewées

AFT: Fédération américaine des enseignants. Capetown, Afrique du Sud

AIPTF: Fédération des enseignants du primaire d'Inde. New Delhi, Inde

CTERA: Confédération des travailleurs de l'éducation d'Argentine. Buenos Aires, Argentine

Deepalaya. New Delhi, Inde

Campagne mondiale pour l'éducation. Johannesburg, Afrique du sud

HakiElimu. Dar es Salaam, Tanzanie

HSRC: Conseil pour la recherche en sciences humaines. Pretoria et Le Cap, Afrique du Sud

Läraryrörbundet: Syndicat des enseignants de Suède. Stockholm.

Ministère de l'Education et de la formation professionnelle de la République-Unie de Tanzanie. Dar es Salaam, Tanzanie

Commission nationale pour les entreprises du secteur non-organisé, Gouvernement d'Inde. New Delhi, India

NCERT: Conseil national de recherche éducative et de formation. New Delhi, Inde

Institut national de planification de l'éducation. New Delhi, Inde

NEG-FIRE: Fondation pour l'innovation et la recherche dans l'éducation. New Delhi, Inde

Oxfam Novib. La Haye, Pays-Bas

SADTU: Syndicat démocratique des enseignants d'Afrique du Sud. Johannesburg, Afrique du Sud

Sida: Agence suédoise pour le développement international. Stockholm, Suède

TenMeT: Réseau d'éducation de Tanzanie. Dar es Salaam, Tanzanie.

Ministère néerlandais des affaires étrangères. La Haye, Pays-Bas

Ambassade royale des Pays-Bas à Pretoria, Afrique du Sud.

TTU: Syndicats des enseignants de Tanzanie. Dar es Salaam, Tanzanie

Annexe 2: Références

- ⁱ Farrell, J.P. (1999) Changing Conceptions of Equality of Education. Forty years of comparative evidence. Dans: Arnove, R. & C.A. Torres (eds). *Comparative Education: The Dialectic of the Global and the Local*. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield, p. 150-151
- ⁱⁱ Ansell, N., (2005) *Children, Youth and Development*. Routledge, London & New York, p. 55
- ⁱⁱⁱ Monkman, K. & N. Stromquist (2000), *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. Dans : Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield, p. 20
- ^{iv} White, B. (2003), *A World Fit for Children? Children and youth in development studies and politics*. The Hague, Institute of Social studies, dies natalis address on 9 October 2003, p. 7-8
- ^v Ansell, N., (2005) *Children, Youth and Development*. London & New York: Routledge, p. 46
- ^{vi} _____
- ^{vii} www.ungei.org/SWAldocs/SFAI_press_clipsMay12.pdf (dernière vérification effectuée par l'auteure le 21 Mai 2007)
- ^{viii} Walters (1998) référencé dans Monkman K. et N. Stromquist, *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. Dans: Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield, p. 12
- ^{ix} Monkman K. and N. Stromquist (2000), *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. Dans: Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield, p. 13
- ^x Samoff, J. (1999), *No Teacher Guide, No Textbooks, No chairs*. In: Arnove, R. & C.A. Torres (eds), *Comparative Education: The Dialectic of the Global and the Local*. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield, p. 422
- ^{xi} Monkman, K. & N. Stromquist (2000), *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. In: Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield, p. 13
- ^{xii} _____
- ^{xiii} _____ p. 14
- ^{xiv} Cowen (1996) referenced in Monkman K. and N. Stromquist (2000), *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. In: Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield, p. 14
- ^{xv} Chaffee (1998) referenced in Monkman K. and N. Stromquist (2000), *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. In: Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield, p. 14
- ^{xvi} Monkman K. and N. Stromquist (2000), *Defining Globalization and Assessing Its Implications on Knowledge and Education*. In: Stromquist, N. & K. Monkman *Globalization and Education. Integration and Contestation across cultures*. Lanham, Boulder, New York, Oxford,

Rowman & Littlefield, p. 15

xvii

xviii Arnove, R.F. (1997), *Neoliberal Policies in Latin America: Arguments in Favour and Against*. Dans: Torres, C.A. & A. Puiggrós (eds), *Latin American Education: Comparative Perspectives*. Boulder: Westview Press, p. 93-94

xix p. 94

xx

xxi

xxii Ansell, N., (2005) *Children, Youth and Development*. London & New York: Routledge, p. 129

xxiii Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous - 2007 Un bon départ. Éducation et protection de la petite enfance

xxiv www.unicef.org/protection/index_childlabour.html (dernière vérification effectuée par l'auteur le 22 Mai 2007)

xxv *Teachers and Educational Quality: Monitoring Global Needs for 2015* (2006), UNESCO Institute for Statistics, Montreal, p. 3

xxvi Ansell, N., (2005) *Children, Youth and Development* London & New York: Routledge, p. 141

xxvii Dyer (2002) referenced in Ansell, N., (2005) *Children, Youth and Development*. London & New York: Routledge, p. 141

xxviii Samoff, J. (2005), *Education Quality: Difficult Choices*. Paper prepared for the expert meeting on Researching Quality of Education for All in the South: Main Issues and Current Gaps. University of Amsterdam, 29-31 August 2005

xxix Miles, K. (2006) *Lost for Words: Research on the Barriers to Bilingual Primary Education for Yi Minority Students in Chuxiong Prefecture, Yunnan, China*, Masters Thesis for the University of Amsterdam

xxx Kosar Altinyelken, H. (2004), *Gender Equality in Basic Education*. Background paper III for the Education & Development Division of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, p. 2

xxxi p. 2-4

xxxii *Teachers and Educational Quality: Monitoring Global Needs for 2015* (2006), UNESCO Institute for Statistics, Montreal, p. 37

xxxiii Subrahmanian, R. (2005), *Gender Equality in Education: Definitions and Measurements*. In: *International Journal of Educational development* 25, p. 395

xxxiv http://www.globalaidsalliance.org/cd_basic_info.cfm (dernière vérification effectuée par l'auteur le 21 mai 2007)

xxxv http://data.unaids.org/pub/GlobalReport/2006/2006_GR-ExecutiveSummary_en.pdf (dernière vérification effectuée par l'auteur le 21 May 2007)

xxxvi <http://www.unesco-vlaanderen.be/efa/08aids.htm> (dernière vérification effectuée par l'auteur le 21 mai 2007)

xxxvii http://www.globalaidsalliance.org/cd_basic_info.cfm (dernière vérification effectuée par l'auteur le 21 mai 2007)

xxxviii <http://www.unesco-vlaanderen.be/efa/08aids.htm> (dernière vérification effectuée par l'auteur le 21 mai 2007)

xxxix MMfum-Mensah, O. (2003), *Technology for All? Computers in Ghanaian Schools: where does equality come in?* In: *Current Issues in Comparative Education (CICE)*, Vol. 6 (1)

xl

xli ___

xlii ___

xliii ___

xliv Boyd, W.L. (1999), Paradoxes of educational policy and productivity. In: Educational Policy, Vol. 13 (2), Available: <http://www.personal.psu.edu/faculty/i/6/i66/Paradoxes.htm> (dernière vérification effectuée par l'auteure le 22 mars 2007)

xlv Start, D. & I. Hovland (2004), Tools for Policy Impact: A Handbook for Researchers. Overseas Development Institute, p.1 Available:

http://www.odi.org.uk/rapid/Publications/Documents/Tools_handbook_final_web.pdf (dernière vérification effectuée par l'auteure le 21 mai 2007)

xlvi Boyd, W.L. (1999), Paradoxes of educational policy and productivity. In: Educational Policy, Vol. 13 (2)

xlvii ___

xlviii http://www.cer.org.uk/articles/issue15_hughes.html (dernière vérification effectuée par l'auteure le 22 mai 2007)

xliv Boyd, W.L. (1999), Paradoxes of educational policy and productivity. In: Educational Policy, Vol. 13 (2).

l ___

li ___

lii ___

liii ___

liv ___

lv ___

lvi Start, D. & I. Hovland (2004), Tools for Policy Impact: A Handbook for Researchers. Overseas Development Institute, p. 6-7

lvii ___ p. 6

lviii ___

lix ___ p. 7

lx Start, D. & I. Hovland (2004), Tools for Policy Impact: A Handbook for Researchers. Overseas Development Institute

lxi ___ p. 24

Ce document a été publié dans le cadre du programme EPT/ SIDA de l'IE. Lancé en janvier 2006, le programme EPT/SIDA est une initiative de l'Internationale de l'Éducation, de ses membres et de ses partenaires l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et EDC (Centre pour le développement de l'éducation). Ce programme combine les efforts des syndicats d'enseignants pour la promotion de l'Éducation pour tous (EPT) avec leur engagement en faveur de l'éducation au VIH et au SIDA à l'école. Le programme EPT/SIDA est une initiative soutenue par le gouvernement des Pays-Bas.



Internationale de l'Éducation

5, boulevard du Roi Albert II
B-1210 Bruxelles
www.ei-ie.org

